

REVUE DE DROIT BANCAIRE ET FINANCIER

SUPPLÉMENT À LA REVUE DE JANVIER-FÉVRIER 2017 - 18^E ANNÉE - ISSN 1620-9435

SOUS LA DIRECTION DE :

Thierry BONNEAU,
Erik LE DOLLEY,
Dominique LEGEAIS,
Hervé LE NABASQUE

TABLES ANNUELLES 2016

TABLE DES AUTEURS	<i>(page 1)</i>
TABLE DES ANALYSES ET DES DOSSIERS	<i>(page 10)</i>
INDEX ALPHABÉTIQUE GÉNÉRAL	<i>(page 13)</i>
TABLE DES TEXTES	<i>(page 24)</i>
TABLE DE JURISPRUDENCE	<i>(page 26)</i>
TABLE DES ABRÉVIATIONS	<i>(page 30)</i>

Par mois

JANVIER

Repère	n° 1
Alertes	n° 1 à 20
Études	n° 1 à 6
Commentaires	n° 1 à 49
Dossiers	n° 1 à 8
Meilleure pratique	n° 1

MARS

Repère	n° 2
Alertes	n° 21 à 35
Études	n° 7 à 11

Commentaires	n° 50 à 101
Dossiers	n° 9 à 16
Meilleure pratique	n° 2

MAI

Repère	n° 3
Alertes	n° 36 à 50
Études	n° 12 à 17
Commentaires	n° 102 à 146
Dossiers	n° 17 à 22
Meilleure pratique	n° 3

JUILLET

Repère	n° 4
Alertes	n° 51 à 63
Études	n° 18 à 23
Commentaires	n° 147 à 185
Dossiers	n° 23 à 30
Meilleure pratique	n° 4

SEPTEMBRE

Repère	n° 5
Alertes	n° 63 à 76
Études	n° 24 à 28

Commentaires	n° 186 à 221
Dossiers	n° 30 à 37
Meilleure pratique	n° 5

NOVEMBRE

Repère	n° 6
Alertes	n° 77 à 87
Études	n° 29 à 36
Commentaires	n° 222 à 264
Dossiers	n° 38 à 41
Meilleure pratique	n° 6

Par rubrique

REPÈRE

Janvier	n° 1
Mars	n° 2
Mai	n° 3
Juillet	n° 4
Septembre	n° 5
Novembre	n° 6

ALERTE

Janvier	n° 1 à 20
Mars	n° 21 à 35
Mai	n° 36 à 50
Juillet	n° 51 à 63
Septembre	n° 63 à 76
Novembre	n° 77 à 87

ÉTUDE

Janvier	n° 1 à 6
Mars	n° 7 à 11
Mai	n° 12 à 17
Juillet	n° 18 à 23
Septembre	n° 24 à 28
Novembre	n° 29 à 36

COMMENTAIRE

Janvier	n° 1 à 49
Mars	n° 50 à 101
Mai	n° 102 à 146
Juillet	n° 147 à 185
Septembre	n° 186 à 221
Novembre	n° 222 à 264

DOSSIER

Janvier	n° 1 à 8
Mars	n° 9 à 16
Mai	n° 17 à 22
Juillet	n° 23 à 30
Septembre	n° 30 à 37
Novembre	n° 38 à 41

MEILLEURE PRATIQUE

Janvier	n° 1
Mars	n° 2
Mai	n° 3
Juillet	n° 4
Septembre	n° 5
Novembre	n° 6

Revue de droit bancaire et financier

REVUE BIMESTRIELLE DU JURISCLASSEUR

Président-Directeur général,
Directeur de la publication :
Philippe Carillon

Directrice éditoriale :
Caroline Sordet
caroline.sordet@lexisnexis.fr

Fondateur :
Jean-Pierre Bertrel

Conseil scientifique :
Pierre Bézard, David Blache,
Dominique Bourrinet,
Francis-J. Crédot, Philippe
Dupichot, Guillaume Eliet,
Gérard Gardella, Michel
Germain, Alain Gourio, Jérôme
Herbet, Didier Martin, Pauline
Pailler, Dominique Schmidt,
François Terré

Directeurs :
Thierry Bonneau, professeur
à l'université Panthéon-Assas
(Paris II)
Erik Le Dolley, professeur
associé des universités

Dominique Legeais, professeur
à l'université Paris Descartes
Hervé Le Nabasque, professeur
à l'université de Paris I (Pan-
théon-Sorbonne)

Rédacteur en chef :
Louis-Nicolas Ricard
Tél. : 01 45 58 90 23
louis-nicolas.ricard@lexisnexis.fr

Crédit Photo : GettyImages
Publicité : IM Régie, Caroline Spire
104 Avenue du Général Michel
Bizot,
75012 Paris
Tél. : 01 40 24 13 35
c.spire@impub.fr

Abonnement annuel 2017
France métropolitaine : 600,00 € TTC
Prix de vente au numéro : 100,00 €
TTC Dom-Tom et Étranger : 648,00 € HT
Prix de vente au numéro : 110,00 € HT
Offre spécial étudiants :
<http://etudiant.lexisnexis.fr/>
Relation clients :
Tél. : 01 71 72 47 70
relation.client@lexisnexis.fr
www.lexisnexis.fr

LexisNexis SA
SA au capital de 1 584 800 €
552 029 431 RCS Paris
Principal associé :
Reed Elsevier France SA
Siège social :
141, rue de Javel
75747 Paris Cedex 15

Commission paritaire n° 1121 T 86596
N° Impr. 5762
N° Édité. 5747
Dépôt légal à parution

Laurent ABADIE, maître de conférences à l'université de Pau et des pays de l'Adour

- Clause abusive et banque en ligne (*Droit bancaire*) dossier 20 (mai)

Sena AGBAYISSAH, avocat associé

- Les contrats financiers dans l'espace OHADA : une réforme bien inachevée (*Contrats financiers*) étude 16 (mai)
- Les ouvertures de crédit à l'épreuve de l'application dans le temps de la réforme du Code civil (*Crédit*) étude 35 (nov.)

Franck AUCKENTHALER, avocat à la Cour

- Taux d'intérêt négatif : le monde à l'envers ? (*Contrat de prêt*) étude 33 (nov.)

Mehdi BALI, docteur en droit, avocat au barreau de New York

- Les crypto-monnaies, une application des block chain technologies à la monnaie (*Crypto-monnaies*) étude 8 (mars)

François BARRIÈRE, professeur à l'université de Lyon (EA 4573), président de l'ANDJCE

- Réflexions sur l'utilité du trading à haute fréquence (*Trading algorithmique*) dossier 29 (juill.)

Anne-Sophie BARTHEZ, professeur à l'université de Cergy-Pontoise

- L'avenir des sûretés personnelles alternatives (*Sûretés*) dossier 4 (janv.)

Amélie BELLEZZA, docteur en droit privé et sciences criminelles

- La réforme inachevée du système de répression des abus de marché (*Abus de marché*) étude 23 (juill.)

Arnaud BERDOU, avocat au barreau de Paris

- Éléments comparatifs et perspectives européennes et américaines (*Trading algorithmique*) dossier 28 (juill.)

Célia BERGER-TARARE, maître de conférences à l'université de Bourgogne Franche-Comté, membre du CRFC (EA3225)

- La fiducie-titrisation : c'est possible ! (*Fiducie*) étude 14 (mai)

Yannick BLANDIN, maître de conférences à l'université d'Auvergne

- La réforme du gage des stocks par l'ordonnance n° 2016-56 du 29 janvier 2016 (*Gage sur stock*) étude 20 (juill.)

Thierry BONNEAU, agrégé des facultés de droit, professeur à l'université Panthéon-Assas (Paris 2)

- Le trading algorithmique : qualification juridique et critères de distinction avec le trading haute fréquence (*Trading algorithmique*) dossier 25 (juill.)
- Redressement, résolution et infrastructures de marché (*Résolution*) repère 1 (janv.)
- Le secret bancaire à l'épreuve de la CJUE (*Secret bancaire*) repère 4 (juill.)
- Communiqué de l'AEMF (ESMA) (*États financiers*) comm. 47 (janv.)
- Points 6 et 7 de la section C de MIF 1 (*Instruments dérivés*) comm. 48 (janv.)
- OICV (*Éducation financière*) comm. 49 (janv.)
- Services d'investissement (*Instruments financiers*) comm. 99 (mars)
- Dépositaire (*Organisme de placement collectif*) comm. 100 (mars)
- Équivalence de législation (*Prospectus*) comm. 101 (mars)
- Performances passées (*PRIIIPS*) comm. 146 (mai)
- Décision de sanction (*Référentiels centraux*) comm. 184 (juill.)
- Distribution de CFDs et autres produits spéculatifs aux particuliers (*Prestataires de services*)

d'investissement) comm. 185 (juill.)

- Règlements délégués et règlements d'exécution (*Abus de marché*) comm. 219 (sept.)
- Distribution de CFDs et autres produits spéculatifs aux particuliers (*Prestataires de services d'investissement*) comm. 263 (nov.)
- Sanction ESMA (*Agences de notation de crédit*) comm. 264 (nov.)

Nicolas BORGA, agrégé des facultés de droit, professeur à l'université Jean Moulin-Lyon 3

- Les conditions de validité de l'hypothèque unique (*Sûretés réelles*) dossier 13 (mars)

Olivera BOSKOVIC, professeur à l'université Paris-Descartes Sorbonne Paris-Cité

- L'efficacité internationale des sûretés personnelles (*Sûretés personnelles*) dossier 5 (janv.)

François BOUCARD, docteur en droit, avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation

- Les sanctions issues de la réforme du crédit immobilier par l'ordonnance du 25 mars 2016 (*Crédit immobilier*) dossier 34 (sept.)
- Relèvement (*Sanction : recours*) comm. 193 (sept.)
- Portée du droit souple (*Sources*) comm. 194 (sept.)
- Titrisation (*BCE*) comm. 196 (sept.)
- Recours : réglementation prudentielle (*Norme prudentielle*) comm. 231 (nov.)
..... comm. 232 (nov.)
- CJUE : application du droit de l'Union européenne (*Autorités de surveillance*) comm. 233 (nov.)
- Droit souple : première annulation et précisions sur le délai de recours (*Sources*) comm. 234 (nov.)

Hugues BOUCHETEMBLE, avocat associé, Kramer Levin Naftalis & Frankel LLP

- Retour sur le rôle de la preuve dans le contentieux disciplinaire ACPR et AMF (AAI) meilleure pratique 5 (sept.)

Laetitia BOUGEROL, maître de conférences à l'université Jean-Monnet – Paris XI

- La réforme de la solidarité passive : illusions perdues et incertitudes (*Réforme du droit des contrats*) étude 9 (mars)

Manuella BOURASSIN, professeur à l'université Paris Ouest Nanterre La Défense, directrice du CEDCACE (EA 3457)

- La rationalisation du droit du cautionnement (*Sûretés personnelles*) dossier 3 (janv.)

Gautier BOURDEAUX, maître de conférences à l'université Paris Descartes, Paris V

- Les monnaies alternatives. - Propos introductifs (*Instrument de paiement*) dossier 38 (nov.)
- Propos sur les « crypto-monnaies » (*Instrument de paiement*) dossier 39 (nov.)

Marie-Emma BOURSIER, vice-doyen de la faculté de droit et de science politique de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, maître de conférences

- L'impact de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique sur la corruption dans le secteur bancaire et financier : de la sécurisation à l'innovation (*Lutte contre la corruption*) étude 32 (nov.)

Alain-Xavier BRIATTE, directeur financement & sûretés au sein d'un Office notarial, anciennement avocat près la cour d'appel de Paris

- Les techniques de remboursement d'un prêt, et la réforme du droit des contrats (*Réforme du droit des obligations*) **étude 13 (mai)**
- Financement immobilier et techniques de restructuration (*Sûretés réelles*) **étude 26 (sept.)**
- La place du gage immobilier, entre hypothèque et fiducie-sûreté (*Sûreté réelle*) **étude 31 (nov.)**

Charles CARDON, avocat associé

- Mediawan : retour sur le premier SPAC français (*Special Purpose acquisition companies*) **meilleure pratique 4 (juill.)**

Alain CERLES, avocat au barreau de Paris, Paul Hastings

- Prescription de l'action en paiement du créancier (*Cautionnement*) **comm. 18 (janv.)**
- Proportionnalité (*Cautionnement*) **comm. 19 (janv.)**
- Accueil mitigé des praticiens (*Gage sur stocks*) **comm. 22 (janv.)**
- Acceptation de la cession (*Cession de créances professionnelles*) **comm. 24 (janv.)**
- Délai pour l'appel de la caution (*Cautionnement*) **comm. 62 (mars)**
- Disproportion (*Cautionnement*) **comm. 63 (mars)**
- Mention manuscrite (*Cautionnement*) **comm. 65 (mars)**
- Loi applicable (*Cautionnement*) **comm. 66 (mars)**
- Preuve du crédit excessif (*Cautionnement*) **comm. 70 (mars)**
- Notion de caution avertie (*Cautionnement*) **comm. 121 (mai)**
- Délai de Prescription de l'appel par la caution (*Cautionnement*) **comm. 122 (mai)**
- Information annuelle des cautions : preuve (*Cautionnement*) **comm. 123 (mai)**
- Recours du donneur d'ordre contre le bénéficiaire (*Garantie autonome*) **comm. 163 (juill.)**
- Appel de la garantie et de la contre garantie (*Garantie autonome*) **comm. 164 (juill.)**
- Pouvoir consenti à l'étranger pour constituer une hypothèque (*Hypothèque*) **comm. 166 (juill.)**
- Limitation en durée (*Cautionnement*) **comm. 199 (sept.)**
- Mentions manuscrites : formalisme (*Cautionnement*) **comm. 200 (sept.)**
- Aval d'un billet à ordre irrégulier (*Cautionnement*) **comm. 243 (nov.)**
- Signature de la caution (*Cautionnement*) **comm. 244 (nov.)**
- Modification du contenu du gage effectuée en période suspecte (*Gage sur biens corporels*) **comm. 245 (nov.)**

Jérôme CHACORNAC, maître de conférences à l'université Panthéon-Assas Paris II

- Manquement d'une entreprise de marché à ses obligations professionnelles - Manipulation de cours par recours au trading algorithmique (*Sanction administrative d'une entreprise de marché*) **comm. 45 (janv.)**
- Manquement d'initié par communication et/ou utilisation d'informations privilégiées et recours à la preuve par faisceau d'indices de la détention d'informations privilégiées (*Abus de marché*) **comm. 94 (mars)**
- Pouvoir des contrôleurs de l'AMF (*Garanties procédurales*) **comm. 95 (mars)**
- Proposition de loi réformant le système de répression des abus de marché (*Abus de marché*) **comm. 145 (mai)**
- Délit de dénonciation calomnieuse résultant du signalement au Président de l'Autorité des marchés financiers de faits susceptibles de constituer un délit ou un manquement de diffusion d'informations fausses ou trompeuses (*Dénonciation calomnieuse d'un abus de marché*) **comm. 181 (juill.)**

- Manquement de manipulation de cours (*Abus de marché - Manipulation de cours*) **comm. 218 (sept.)**

Élise CHARPENTIER, professeur titulaire

- Regard sur le droit québécois des sûretés (*Sûretés*) **dossier 6 (janv.)**

Gautier CHAVANET, avocat, Fidal

- La cession de créances issues de « contrats commissionnés » (*Contrat de commission*) **étude 11 (mars)**

Sophie CHEVALLIER, avocat associé

- Gage de stocks : un nouveau cadre légal enfin efficace (*Gage sur stocks*) **étude 5 (janv.)**

Eran CHVIKA, avocat à la Cour

- Attractivité et spécificités des financements adossés à des réserves d'hydrocarbures (*Reserve Based Lending*) (*Prêt*) **étude 3 (janv.)**

Emmanuelle CORCOS, avocat (de Gaulle Fleurance & associés)

- La directive révisée sur les services de paiement (DSP2) (*Services de paiement*) **étude 17 (mai)**

Francis-J. CRÉDOT, ancien professeur associé à l'université de Paris Sud

- Champ d'application dans l'espace du monopole bancaire (*Complicité d'exercice illégal de la profession de banquier*) **comm. 1 (janv.)**
- Blanchiment aggravé (*Exercice illégal de la profession de banquier*) **comm. 2 (janv.)**
- Exclusion des dirigeants de la banque défaillante du bénéfice de la garantie (*Garantie des dépôts*) **comm. 3 (janv.)**
- Articulation de la garantie des dépôts espèces et de la garantie des investisseurs (*Garantie des dépôts*) **comm. 4 (janv.)**
- Publicité fautive ou de nature à induire en erreur. Délit constitué (*Pratique commerciale trompeuse*) **comm. 50 (mars)**
- Chèque de garantie. Opposition pour utilisation frauduleuse infondée du tireur (*Chèque*) **comm. 51 (mars)**
- Irrévocabilité de l'ordre de paiement et contrepassation du paiement au compte du bénéficiaire (*Carte de paiement*) **comm. 52 (mars)**
- Dispositions relatives au taux d'usure. Inapplication en cas d'exercice d'une activité professionnelle non commerciale (*TEG*) **comm. 53 (mars)**
- Variation du taux d'intérêt en fonction d'un indice monétaire (LIBOR CHF 3 mois) - Taux devenu négatif - Obligation du prêteur d'appliquer le taux d'intérêt négatif (*Prêt*) **comm. 54 (mars)**
- Cession de créance Dailly. Absence de portée d'une acceptation anticipée (*Cession de créances professionnelles*) **comm. 55 (mars)**
- Appréciation de l'existence d'une autorisation de découvert (*Rupture de crédit*) **comm. 56 (mars)**
- Nature de l'obligation de surveillance et de contrôle pesant sur le banquier (*Location de compartiment de coffre-fort*) **comm. 102 (mai)**
- Sanction de l'inexactitude du TEG - Souscription de parts sociales - Entrave à la liberté d'établissement et à la libre prestation de services - Principe de proportionnalité (*Taux effectif global*) **comm. 103 (mai)**
- Prescription du recours cambiaire du porteur contre le tireur (*Chèque*) **comm. 147 (juill.)**
- Défaut de procuration. Ratification tacite par le titulaire (*Procuration*) **comm. 148 (juill.)**
- TEG erroné. Connaissance par l'emprunteur (*TEG*) **comm. 149 (juill.)**
- Mention dans un contrat d'affacturage (*TEG*) **comm. 150 (juill.)**
- Intégration des frais de dossier pour réaménagement du prêt (*TEG*) **comm. 151 (juill.)**
- Nullité de la stipulation d'intérêt conventionnel. Substitution du taux légal. Déchéance du terme (*TEG*) **comm. 152 (juill.)**

- Aggravation de l'insuffisance d'actif (*Soutien bancaire abusif*) **comm. 153 (juill.)**
 - Préjudice collectif. Préjudice distinct (*Défaut de validité de la garantie d'assurance-groupe*) **comm. 154 (juill.)**
 - Sanction du défaut d'information préalable au rejet de chèque par le banquier tiré (*Chèque sans provision*) **comm. 187 (sept.)**
 - Obligation déclarative auprès des douanes (*Transfert de chèques à l'étranger*) **comm. 188 (sept.)**
 - Chèque présentant une anomalie. - Faute du banquier encaisseur. - Appel en garantie du banquier tiré (*Chèque*) **comm. 222 (nov.)**
 - Effet novatoire du compte courant (*Compte courant*) **comm. 223 (nov.)**
 - Taux variable. - Calcul de l'intérêt sur la base de l'année civile (*Taux d'intérêt*) **comm. 224 (nov.)**
 - Prescription quinquennale de l'article 1304 du Code civil. - Cours de la prescription de l'action en nullité à compter de la conclusion du contrat et non de l'avenant (*Avenant au contrat de crédit bail*) **comm. 225 (nov.)**
 - Pool bancaire - rôle du chef de file - absence des éléments caractéristiques (*Crédit aux entreprises*) **comm. 226 (nov.)**
- Olivia CROUZAT, avocate à la Cour**
- Attractivité et spécificités des financements adossés à des réserves d'hydrocarbures (Reserve Based Lending) (*Prêt*) **étude 3 (janv.)**
- Olivier DEBAT, professeur agrégé à l'université Toulouse 1 Capitole, avocat au barreau de Toulouse, co-directeur scientifique de la Revue fiscale du patrimoine**
- Conventions fiscales internationales et structures exonérées : privilégier la logique des régimes d'exonération (*Convention fiscale internationale*) **alerte 2 (janv.)**
 - À propos du dispositif répressif en cas de non déclaration de comptes bancaires détenus à l'étranger (*Comptes bancaires*) **alerte 64 (sept.)**
- Prosha DEGHANI, avocate au barreau de Paris, Counsel Archipel (Paris)**
- L'efficacité des programmes de sanctions économiques américaines illustrée à travers l'accord international conclu avec l'Iran (*Extraterritorialité*) **étude 27 (sept.)**
- Jean-Christophe DEVOUGE, avocat à la Cour**
- Concert de circonstance et retrait obligatoire (*Retrait obligatoire*) **meilleure pratique 3 (mai)**
- Éric DEZEUZE, avocat à la Cour, Cabinet Bredin-Prat, professeur associé à l'université Paris-Descartes**
- Le trading algorithmique : entre défis et défiance (*Marchés financiers*) **dossier 30 (juill.)**
- Jamel DJOUDI, maître de conférences HDR à l'université de Valenciennes, directeur de l'IEJ de Valenciennes**
- Obligation de conseil du banquier (*Assurance de groupe*) **comm. 25 (janv.)**
 - Obligation du banquier, obligation de l'assureur (*Assurance de groupe*) **comm. 26 (janv.)**
 - Critères d'appréciation de la qualité de client averti (*Assurance-vie*) **comm. 27 (janv.)**
 - Souscription et déclarations de l'assuré (*Assurance*) **comm. 74 (mars)**
 - Assurance facultative (*Assurance*) **comm. 75 (mars)**
 - Devoir de mise en garde et client averti (*Assurance-vie*) **comm. 76 (mars)**
 - Y a-t-il une faculté de résiliation et de substitution pour l'assuré-emprunteur ? (*Assurance de groupe*) **comm. 126 (mai)**
 - Que reste-il de l'obligation d'éclairer l'assuré ? (*Assurance de groupe*) **comm. 127 (mai)**
 - Le devoir du banquier de conseiller une assurance adaptée (*Assurance de groupe*) **comm. 167 (juill.)**
 - Le caractère abusif de l'exercice de la faculté prorogée de renonciation au contrat d'assurance-vie (*Assurance-vie*) **comm. 168 (juill.)**
 - Preuve du manquement à l'obligation d'éclairer (*Assurance de groupe*) **comm. 201 (sept.)**
 - Opposabilité (*Assurance de groupe*) **comm. 202 (sept.)**
 - Nullité du contrat (*Assurance-vie*) **comm. 203 (sept.)**
 - Forme du contrat d'assurance (*Assurance-vie*) **comm. 246 (nov.)**
 - Effet de la renonciation (*Assurance-vie*) **comm. 247 (nov.)**
- Clément DUREAU-HAZERA, chargé de cours**
- Les golden shares dans les sociétés françaises (*Actions*) **étude 12 (mai)**
- Nicolas ERESEO, maître de conférences HDR à l'université de Strasbourg**
- Les clauses abusives dans les contrats conclus entre les banques et la clientèle professionnelle (*Droit bancaire*) **dossier 21 (mai)**
- Claude FERRY, professeur de droit privé à l'université d'Evry Val-d'Essonne, directeur de l'Institut universitaire professionnalisé « juriste d'entreprise », directeur du master « Droit des contrats d'affaires et du crédit »**
- Forme du cautionnement international et lois de police (*Cautionnement*) **étude 2 (janv.)**
- Marie-Noëlle GIBON, CIL Groupe La Poste et La Banque Postale**
- Le Règlement sur la Protection des données : les 10 Commandements à connaître pour passer de la théorie à la pratique (*Protection des données personnelles*) **étude 18 (juill.)**
- Marie GILLOUARD, responsable Droit européen, Fédération bancaire française**
- Adoption du règlement européen sur la protection des données personnelles (*Données personnelles*) **comm. 36 (janv.)**
 - Le Livre vert sur les services financiers de détail (*Services financiers de détail*) **comm. 37 (janv.)**
 - Le paquet anti-blanchiment et financement du terrorisme du 20 mai 2015 (*Blanchiment*) **comm. 38 (janv.)**
 - Directive « Distribution d'assurances » - Les nouvelles règles applicables aux intermédiaires d'assurance (*Intermédiation en assurances*) **comm. 89 (mars)**
 - Protection des données personnelles : du « Safe harbour » au « EU-U.S. Privacy Shield » (*Données personnelles*) **comm. 90 (mars)**
 - La nouvelle directive sur les services de paiement (DSP 2) (*Services de paiement*) **comm. 91 (mars)**
- Alexandra GIVRY, directrice de la Surveillance des marchés, Autorité des marchés financiers**
- La régulation du trading haute fréquence (*Trading algorithmique*) **dossier 27 (juill.)**
- Bruno GIZARD, membre de la commission des sanctions AMF**
- Le trading algorithmique : entre défis et défiance (*Marchés financiers*) **dossier 24 (juill.)**
- Alain GOURIO, docteur en droit, directeur juridique de la Fédération bancaire française**
- Propos introductifs – Genèse (*Crédit immobilier*) **dossier 32 (sept.)**
 - Adoption du règlement européen sur la protection des données personnelles (*Données personnelles*) **comm. 36 (janv.)**
 - Le Livre vert sur les services financiers de détail (*Services financiers de détail*) **comm. 37 (janv.)**
 - Le paquet anti-blanchiment et financement du terrorisme du 20 mai 2015 (*Blanchiment*) **comm. 38 (janv.)**
 - Directive « Distribution d'assurances » - Les nouvelles règles applicables aux intermédiaires

- d'assurance (*Intermédiation en assurances*) **comm. 89 (mars)**
- Protection des données personnelles : du « Safe harbour » au « EU-U.S. Privacy Shield » (*Données personnelles*) **comm. 90 (mars)**
 - La nouvelle directive sur les services de paiement (DSP 2) (*Services de paiement*) **comm. 91 (mars)**
- Philippe GOUTAY, avocat à la Cour, docteur en droit, Gide Loyrette Nouel**
- Financements. Désintermédiation et réintermédiation : quels enjeux ? (*Financement des entreprises*) **meilleure pratique 1 (janv.)**
- Michèle GRÉGOIRE, présidente du Centre de droit privé de l'université libre de Bruxelles**
- Droit belge : « Perspectives de droit des sûretés : vers une nouvelle maîtrise du risque » (*Sûretés*) **dossier 10 (mars)**
- Dorothee GUÉRIN, maître de conférences en droit privé, université européenne de Bretagne, université de Brest**
- Les procurations bancaires données par les personnes âgées (*Compte en banque*) **étude 22 (juill.)**
- Sophie HO THONG, présidente d'IOB SPONSOR, www.iobsponsor.fr**
- Ordonnance n° 2016-351 du 25 mars 2016 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation (*Crédit immobilier*) **dossier 35 (sept.)**
- Janja HOJNIK, PhD, professeure en droit**
- Obligation juridique directe des États pour les dettes contractées par les banques situées à l'extérieur de leur territoire national : l'approche de la CourEDH dans l'affaire de la dissolution de la Yougoslavie (*Succession d'États*) **étude 7 (mars)**
- Caroline HOUIN-BRESSAND, professeur à l'université Paris 2**
- Quelle efficacité pour l'hypothèque unique dans le droit des procédures collectives ? (*Sûretés réelles*) **dossier 16 (mars)**
 - Cession de créances professionnelles et revendication de sommes d'argent (*Procédures collectives*) **comm. 35 (janv.)**
 - Recours contre les décisions statuant sur une requête en relevé de forclusion (*Procédures collectives*) **comm. 85 (mars)**
 - Revendication des meubles faisant l'objet d'un contrat poursuivi (*Procédures collectives*) **comm. 86 (mars)**
 - Sanction du défaut de revendication (*Procédures collectives*) **comm. 87 (mars)**
 - Plan de cession et reprise de la charge d'un prêt par le cessionnaire (*Procédures collectives*) **comm. 88 (mars)**
 - Arrêt des poursuites individuelles et mesures conservatoires (*Procédures collectives*) **comm. 175 (juill.)**
 - Avertissement d'avoir à déclarer (*Procédures collectives*) **comm. 176 (juill.)**
 - Admission des créances déclarées (*Procédures collectives*) **comm. 177 (juill.)**
 - Nullités de la période suspecte (*Procédures collectives*) **comm. 178 (juill.)**
 - Paiement à l'échéance des créances postérieures (*Procédures collectives*) **comm. 211 (sept.)**
 - Sauvegarde financière accélérée (*Procédures collectives*) **comm. 212 (sept.)**
 - Reprise des poursuites par la caution bancaire après clôture de la procédure (*Procédures collectives*) **comm. 254 (nov.)**
 - Vérification des créances et sursis à statuer du juge-commissaire (*Recouvrement des créances*) **comm. 255 (nov.)**
 - Nullités de la période suspecte (*Recouvrement des créances*) **comm. 256 (nov.)**
- Dimitri HOUTCIEFF, agrégé des facultés de droit, professeur à l'université Paris-Saclay, directeur de l'Institut d'études judiciaires de la faculté de droit d'Evry, ancien avocat à la Cour**
- Les devoirs précontractuels d'information du prêteur (*Crédit immobilier*) **dossier 33 (sept.)**
- Laurent JOBERT, docteur en droit, avocat associé Veil Jourde**
- Réflexions sur la cohérence des informations publiées sur le contrôle interne et les risques : vers une simplification des supports de l'information (*Information financière*) **comm. 136 (mai)**
 - La modification du Code Afep-Medef à propos de la consultation préalable de l'assemblée générale des actionnaires à propos des cessions d'actifs significatifs (*Code AFEP-MEDEF de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées*) **comm. 137 (mai)**
 - Publication du second rapport d'activité du Haut comité de gouvernement d'entreprise et modification du guide d'application du Code Afep-Medef de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées de juin 2013 (*Code AFEP-MEDEF de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées*) **comm. 138 (mai)**
 - Conséquences d'un avis négatif de l'assemblée générale sur la résolution « say on pay ». L'affaire Renault (épisode 1) (*Code AFEP-MEDEF de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées*) **comm. 139 (mai)**
 - Modification du guide d'application du Code Afep-Medef (*Code AFEP-MEDEF de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées*) **comm. 140 (mai)**
- Emmanuel JOUFFIN, docteur en droit, responsable juridique de banque**
- Le Règlement sur la Protection des données : les 10 Commandements à connaître pour passer de la théorie à la pratique (*Protection des données personnelles*) **étude 18 (juill.)**
- Christophe JUILLET, professeur à l'université Paris-Descartes**
- La sûreté hypothécaire unique en droit français (*Sûretés réelles*) **dossier 12 (mars)**
- Maxime JULIENNE, agrégé des facultés de droit, professeur à l'université d'Angers**
- Les attributs de l'hypothèque unique (*Sûretés réelles*) **dossier 15 (mars)**
- Sonia de KONDSEROVSKY, avocat à la Cour**
- L'impact de la réforme du droit des contrats sur les opérations de fusions-acquisitions (*Réforme du droit des contrats*) **étude 19 (juill.)**
- Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE, maître de conférences HDR, université de Strasbourg**
- La banque et le droit des clauses abusives (*Droit bancaire*) **dossier 17 (mai)**
 - Le droit des clauses abusives et le contrat de crédit à la consommation (*Droit bancaire*) **dossier 19 (mai)**
 - La limitation du monopole bancaire par la reconnaissance du prêt inter-entreprises (*Monopole bancaire*) **alerte 1 (janv.)**
 - Bilan des réformes en matière de crédit à la consommation intervenues depuis 2010 (*Crédit à la consommation*) **alerte 51 (juill.)**
- Hervé LE NABASQUE, agrégé des facultés de droit, professeur à l'université de Paris I (Panthéon-Sorbonne)**
- Prêt inter-entreprises : le décret est paru ! (*Monopole bancaire*) **repère 3 (mai)**
 - La multi-représentation à l'épreuve du nouvel article 1161 du Code civil (*Représentation*) **repère 6 (nov.)**

Arnaud LECOURT, maître de conférences à l'université de Pau et des pays de l'Adour

- Compte de dépôt et clauses abusives (*Droit bancaire*) dossier 18 (mai)

Dominique LEGEAIS, professeur à l'université René Descartes, Sorbonne Paris Cité, directeur du CEDAG

- Réforme des sûretés (*Sûretés*) dossier 1 (janv.)
- Quelle réforme pour le droit des sûretés ? (*Sûretés*) dossier 2 (janv.)
- Réforme des sûretés (*Sûretés*) dossier 9 (mars)
- Principales innovations de l'ordonnance n° 2016-351 du 25 mars 2016 (*Crédit immobilier*) dossier 31 (sept.)
- Le sportif en danger (*Produits financiers*) repère 2 (mars)
- L'intérêt dans tous ses états (*Crédit*) repère 5 (sept.)
- Exception de nullité (*Cautionnement*) comm. 13 (janv.)
- Mise en garde et proportionnalité (*Cautionnement*) comm. 14 (janv.)
- Obligation d'information du créancier (*Cautionnement*) comm. 15 (janv.)
- Portée du caractère accessoire de l'engagement de la caution (*Cautionnement*) comm. 16 (janv.)
- Poursuite des conjoints (*Cautionnement*) comm. 17 (janv.)
- Absence de bénéfice de discussion et de division au profit du constituant (*Sûreté réelle pour autrui*) comm. 20 (janv.)
- Absence d'option offerte aux parties (*Gage sur stocks*) comm. 21 (janv.)
- Warrants (*Warrant agricole*) comm. 23 (janv.)
- Formalisme (*Cautionnement*) comm. 64 (mars)
- Plan de cession (*Cautionnement*) comm. 67 (mars)
- Portée du consentement donné au conjoint (*Cautionnement*) comm. 68 (mars)
- Preuve de l'exécution de l'obligation d'information du créancier (*Cautionnement*) comm. 69 (mars)
- Une réforme pour rien ! (*Gage sur stocks*) comm. 71 (mars)
- Incidences de la réforme du droit des contrats sur le droit des sûretés (*Gage sur stocks*) comm. 72 (mars)
- Montant de la garantie à première demande souscrite dans le cadre des marchés publics (*Garantie financière*) comm. 73 (mars)
- Réforme du Code de la consommation (*Droit de la consommation*) comm. 116 (mai)
- Caution avertie (*Cautionnement*) comm. 117 (mai)
- Proportionnalité (*Cautionnement*) comm. 118 (mai)
- Société en formation (*Cautionnement*) comm. 119 (mai)
- Information de la caution (*Cautionnement*) comm. 120 (mai)
- OPTION DES PARTIES (*Gage sur stocks*) comm. 124 (mai)
- Portée de l'insaisissabilité à l'égard du titulaire d'une sûreté réelle (*Insaisissabilité*) comm. 125 (mai)
- Paiement de la lettre de change (*Aval*) comm. 161 (juill.)
- Garantie de passif et garantie autonome (*Garantie autonome*) comm. 162 (juill.)
- Promesse de constituer une hypothèque (*Hypothèque*) comm. 165 (juill.)
- Responsabilité notariale (*Cautionnement*) comm. 241 (nov.)
- Gage sans dépossession (*Cautionnement*) comm. 242 (nov.)

Xavier LEMARTELEUR, responsable juridique technologies de l'information, La Poste

- Le Règlement sur la Protection des données : les 10 Commandements à connaître pour passer de la théorie à la pratique (*Protection des données personnelles*) étude 18 (juill.)

Jean L'HOMME, avocat, Freshfields Bruckhaus Deringer

- La cession de créances issues de « contrats commissionnés » (*Contrat de commission*) étude 11 (mars)

Nicolas MALHERBE, juriste de banque

- La commission des clauses abusives et les obligations du banquier (*Banquier*) étude 30 (nov.)

Nathalie MARTIAL-BRAZ, professeur de droit privé université de Franche-Comté CRJFC - CEDAG

- L'opposabilité de l'hypothèque unique (*Sûretés réelles*) dossier 14 (mars)
- République numérique (*Nouvelles technologies*) comm. 204 (sept.)

Julien MARTIN, agrégé des facultés de droit, professeur de droit public, université de Bordeaux

- Il ne faut pas nécessairement avoir souscrit le même produit pour être averti (*Conclusion*) comm. 12 (janv.)
- Une nouvelle reconnaissance de l'absence de caractère averti d'une personne publique souscrivant un swap (*SWAP*) comm. 60 (mars)
- Le rehaussement au rang légal de l'encadrement des emprunts souscrits par les établissements publics de santé (*Prêt*) comm. 61 (mars)
- Les collectivités territoriales déboutées en appel de leurs actions contre les emprunts structurés (*Conclusion*) comm. 240 (nov.)

Nicolas MATHEY, professeur à l'université Paris Descartes (Sorbonne Paris Cité), membre du CEDAG

- L'amélioration de la qualité du crédit immobilier (*Crédit immobilier*) dossier 37 (sept.)
- Les monnaies alternatives. - Propos introductifs (*Instrument de paiement*) dossier 38 (nov.)
- La nature juridique des monnaies alternatives à l'épreuve du paiement (*Instrument de paiement*) dossier 41 (nov.)
- Délai de forclusion et régularisation des incidents de paiement (*Forclusion biennale*) comm. 5 (janv.)
- Domaine d'application de la prescription biennale (*Prescription biennale*) comm. 6 (janv.)
- Délai de forclusion et découvert tacite (*Délai de forclusion*) comm. 7 (janv.)
- Crédit immobilier et société civile (*Crédit immobilier*) comm. 8 (janv.)
- Crédit à la consommation et énergie renouvelable (*Crédit et énergie renouvelable*) comm. 9 (janv.)
- Crédit à la consommation et compte professionnel (*Crédit à la consommation*) comm. 10 (janv.)
- Clause abusive dans un contrat de restructuration de crédit (*Regroupement de crédit*) comm. 11 (janv.)
- Suspension de l'exécution d'un contrat de crédit affecté (*Crédit à la consommation*) comm. 57 (mars)
- Découvert en compte et crédit à la consommation (*Crédit à la consommation*) comm. 58 (mars)
- Point de départ de la prescription biennale en matière de crédit immobilier (*Crédit immobilier et prescription biennale*) comm. 59 (mars)
- Notule sur la régulation bancaire (*Régulation bancaire*) comm. 104 (mai)
- Instruction : Questionnaire sur les pratiques commerciales et la protection de la clientèle (*Pratique commerciale*) comm. 105 (mai)
- EBA : Nouvelles orientations sur les rémunérations dans le secteur bancaire (*Rémunération*) comm. 106 (mai)
- Transfert de la responsabilité (*Sanction*) comm. 107 (mai)
- Vers une solidification du droit souple ? (*Source*) comm. 108 (mai)
- Recours : protection de la clientèle et droit au compte (*Recours*) comm. 109 (mai)

- Opérations de crédit affecté et interdépendance contractuelle (*Crédit à la consommation*) **comm. 110 (mai)**
- Renégociation d'un crédit à la consommation (*Crédit à la consommation*) **comm. 111 (mai)**
- Point de départ de la prescription biennale (*Crédit immobilier*) **comm. 112 (mai)**
- Déchéance du droit aux intérêts (*Crédit immobilier*) **comm. 113 (mai)**
- Consommateur emprunteur (*Crédit immobilier*) **comm. 114 (mai)**
- Faculté de résiliation (*Assurance emprunteur*) **comm. 115 (mai)**
- Rapport annuel de l'ACPR (*ACPR*) **comm. 155 (juill.)**
- Rapport annuel de l'ACPR : sanctions (*ACPR*) **comm. 156 (juill.)**
- Suppression de la saisine pour avis de l'ACPR (*ACPR : instruction*) **comm. 157 (juill.)**
- Protection de la clientèle et droit au compte (*ACPR : sanction*) **comm. 158 (juill.)**
- Preuve de la date d'acceptation (*Crédit immobilier*) **comm. 159 (juill.)**
- TEG erroné : prescription de l'action en déchéance (*Crédit immobilier*) **comm. 160 (juill.)**
- Bon usage en matière de mobilité bancaire (*Norme professionnelle*) **comm. 189 (sept.)**
- Préconisation en matière de lisibilité des tarifs des produits de financement bancaire court terme destinés aux professionnels et TPE (*Norme professionnelle*) **comm. 190 (sept.)**
- Lignes directrices conjointes sur la mise en oeuvre des mesures de gel des avoirs (*ACPR*) **comm. 191 (sept.)**
- Sanction (*ACPR*) **comm. 192 (sept.)**
- Respect des droits de la défense (*Contrôle sur place*) **comm. 195 (sept.)**
- Remboursement anticipé d'un crédit immobilier (*Crédit immobilier*) **comm. 197 (sept.)**
- Enjeu de la qualification d'un crédit finançant une installation photovoltaïque (*Crédit immobilier*) **comm. 198 (sept.)**
- ACPR : lutte anti-blanchiment et droit au compte (*Droit au compte*) **comm. 227 (nov.)**
- CEPC : pratique commerciale et contrat bancaire (*Pratiques commerciales*) **comm. 228 (nov.)**
- ACPR : sanction (*Sanction disciplinaire*) **comm. 229 (nov.)**
comm. 230 (nov.)
- Recours : droit souple et notion de dirigeant effectif (*Sources*) **comm. 235 (nov.)**
- Crédit et notion de consommateur (*Notion*) **comm. 236 (nov.)**
- Crédit immobilier : prescription biennale (*Prescription*) **comm. 237 (nov.)**
- TEG : sanction du TEG erroné (*TEG*) **comm. 238 (nov.)**
- Crédit et énergie renouvelable (*Énergies renouvelables*) **comm. 239 (nov.)**

Marie-Elisabeth MATHIEU, maître de conférences à l'université Paris-Saclay (université d'Evry Val d'Essonne), membre du Centre de recherche Léon-Duguit, enseignante au Centre de formation professionnel notarial de Paris, consultante Étude notariale Lasaygues et associés

- La commercialisation en ligne des produits financiers : cartographie de la protection des investisseurs en ligne après la décision de l'AMF du 26 octobre 2015 (*Produits financiers*) **étude 6 (janv.)**

Morgan MEVEL, L.L.M., juriste, Thewes & Reuter, Avocats à la Cour, 13, Breedewee (rue Large), L-1917 LUXEMBOURG

- Obligation juridique directe des États pour les dettes contractées par les banques situées à l'extérieur de leur territoire national : l'approche de la CourEDH dans l'affaire de la dissolution de la Yougoslavie (*Succession d'États*) **étude 7 (mars)**

Julien MOREAU, avocat

- Contrat de prêt : un taux variable peut-il devenir négatif ? (*Contrat de prêt*) **étude 24 (sept.)**

Mélanie MOREAU, juriste, Fidal

- Contrat de prêt : un taux variable peut-il devenir négatif ? (*Contrat de prêt*) **étude 24 (sept.)**

Anne-Catherine MULLER, agrégée des facultés de droit, professeur à l'université de Paris 1

- Shadow banking system - Encadrement (*Opérations sur titres*) **comm. 97 (mars)**
- Titrisation - Labellisation (*Titrisation*) **comm. 98 (mars)**
- Obligations nouvelles pesant sur les intermédiaires (*MIFID II*) **comm. 135 (mai)**
- Marchés financiers- MIF- Précisions (I) (*Droit communautaire*) **comm. 220 (sept.)**
- Marchés financiers- MIF- Précisions (II) (*Droit communautaire*) **comm. 221 (sept.)**
- Accès aux informations réglementées (*Droit communautaire*) **comm. 262 (nov.)**

Esther MUÑIZ ESPADA, université de Valladolid

- Quelle réforme pour le droit des sûretés ? Quelques particularités du droit espagnol (*Sûretés*) **dossier 8 (janv.)**

Pepita OULD AHMED, économiste à l'Institut de recherche pour le développement (IRD)

- Les monnaies locales complémentaires : enjeux et impacts pour la monnaie officielle (*Instrument de paiement*) **dossier 40 (nov.)**

Pauline PAILLER, agrégée des facultés de droit, professeur à l'université de Reims Champagne-Ardenne, Laboratoire CEJESCO

- Quelle est la juridiction compétente pour connaître des recours formés contre les communiqués de « mise en garde » de l'AMF ? (*Communiqué de mise en garde de l'AMF*) **comm. 46 (janv.)**
- Nouvelle décision du Conseil constitutionnel en matière de cumul de sanctions (*Cumul des sanctions*) **comm. 96 (mars)**
- Consécration d'un contrôle juridictionnel du droit souple (*Infractions et Sanctions*) **comm. 144 (mai)**
- Information privilégiée dans un contexte de surenchère (*Information privilégiée*) **comm. 182 (juill.)**
- Information privilégiée et situation financière très dégradée de l'émetteur (*Information privilégiée*) **comm. 183 (juill.)**
- Réforme de la répression des abus de marché (*Abus de marché*) **comm. 217 (sept.)**
- L'existence de procédures parallèles n'est pas contraire au principe « ne bis in idem » selon la Cour européenne. (*Cumul de sanctions*) **comm. 259 (nov.)**
- Précisions sur l'élément matériel de la manipulation de cours (*Manipulation de cours*) **comm. 260 (nov.)**
- L'existence d'une recommandation personnalisée s'apprécie in concreto (*Conseil en investissement*) **comm. 261 (nov.)**
- La place des modèles coopératif et mutualiste dans les secteurs de la banque et de l'assurance (*Banque*) **alerte 21 (mars)**
- Comment analyser les décisions du Conseil constitutionnel en matière de cumul de sanctions ? (*Conseil constitutionnel*) **alerte 63 (sept.)**

Fernando PÉREZ HUALDE, professeur titulaire effectif de droit privé III de la faculté de droit de l'université National de Cuyo - Mendoza - Argentina

- Les sûretés réelles dans la législation argentine (*Sûretés réelles*) **dossier 7 (janv.)**

Ariane PERIN-DUREAU, maître de conférences à l'université Panthéon-Sorbonne

- Mention du taux effectif global - Étude d'une mesure à l'efficacité et à la cohérence discutables (Contrat de prêt) **étude 28 (sept.)**
étude 29 (nov.)

Françoise PÉROCHON, professeur à la faculté de droit de Montpellier, membre du Laboratoire de droit privé et du Labex Entreprendre de l'université de Montpellier

- Quelle efficacité pour l'hypothèque unique dans le droit des procédures collectives ? (Sûretés réelles) **dossier 16 (mars)**

Stéphane PIEDELIÈVRE, professeur à l'université Paris-Est

- Caractère accessoire et annulation d'un pacte de préférence (Astreinte) **comm. 28 (janv.)**
- Arrêt des poursuites individuelles et contestation (Saisie immobilière) **comm. 29 (janv.)**
- Pouvoirs du juge de l'exécution et demande en paiement (Saisie immobilière) **comm. 30 (janv.)**
- Notification et omission des mentions (Saisie immobilière) **comm. 31 (janv.)**
- Bonne foi et admission partielle (Surendettement) **comm. 32 (janv.)**
- Prescription et exécution des jugements étrangers (Titre exécutoire) **comm. 33 (janv.)**
- Jugement étranger et point de départ (Intérêts moratoires) **comm. 34 (janv.)**
- Injonction européenne et délai d'opposition (Injonction de payer) **comm. 77 (mars)**
- Titre exécutoire et chèque (Intérêts légaux) **comm. 78 (mars)**
- Décisions du juge et mesures pratiquées à l'étranger (Mesures conservatoires) **comm. 79 (mars)**
- Réitération des enchères et surenchère (Saisie immobilière) **comm. 80 (mars)**
- Navire et mesure d'exécution (Saisie-revendication) **comm. 81 (mars)**
- Sursis et vente forcée (Surendettement) **comm. 82 (mars)**
- Demande de report et voies de recours (Surendettement) **comm. 83 (mars)**
- Moratoire et recherche d'emploi (Surendettement) **comm. 84 (mars)**
- Caducité du commandement et bail (Saisie immobilière) **comm. 128 (mai)**
- Vente amiable et demande orale (Saisie immobilière) **comm. 129 (mai)**
- Créance et prescription (Saisie immobilière) **comm. 130 (mai)**
- Prescription et suspension (Surendettement) **comm. 131 (mai)**
- Rétablissement personnel et règlement sur les procédures d'insolvabilité (Surendettement) **comm. 132 (mai)**
- Intérêts et pouvoirs du juge (Saisie-attribution) **comm. 133 (mai)**
- Paiement d'un chèque et responsabilité de la banque (Saisie-attribution) **comm. 134 (mai)**
- Nature juridique et préjudice (Astreinte) **comm. 169 (juill.)**
- Inscription provisoire et liquidation judiciaire (Mesures conservatoires) **comm. 170 (juill.)**
- Vente amiable et pouvoirs du juge (Saisie immobilière) **comm. 171 (juill.)**
- Caducité et effets (Saisie immobilière) **comm. 172 (juill.)**
- Recevabilité et activité professionnelle (Surendettement) **comm. 173 (juill.)**
- Prescription et indemnité d'occupation (Titre exécutoire) **comm. 174 (juill.)**
- Signification du commandement et personne visée (Expulsion) **comm. 205 (sept.)**
- Menaces sur le recouvrement de la créance et cautionnement (Mesures conservatoires) **comm. 206 (sept.)**

- Saisie de navires et société fictive (Mesures conservatoires) **comm. 207 (sept.)**
- Compétence du juge de l'exécution et monnaie étrangère (Saisie immobilière) **comm. 208 (sept.)**
- Prescription de la créance et tiers détenteur (Saisie immobilière) **comm. 209 (sept.)**
- Procédures collectives et pouvoirs (Saisie-attribution) **comm. 210 (sept.)**
- Créances périodiques et prescription biennale (Titre exécutoire) **comm. 248 (nov.)**
- Procédure collective et divorce (Saisie immobilière) **comm. 249 (nov.)**
- Péremption du premier commandement et second commandement (Saisie immobilière) **comm. 250 (nov.)**
- Inopposabilité et saisie (Déclaration d'insaisissabilité) **comm. 251 (nov.)**
- Mainlevée et compensation (Saisie-attribution) **comm. 252 (nov.)**
- Astreinte définitive et fusion (Astreinte) **comm. 253 (nov.)**

Yannick PIETTE, avocat à la Cour, associé

- Fusion et champ d'application de l'OPR (Offre publique de retrait) **comm. 40 (janv.)**
- Restructuration financière et offre publique obligatoire (Offre publique obligatoire) **comm. 41 (janv.)**
- Offre publique d'échange non sollicitée et non-conformité du projet d'offre (Offre publique d'échange) **comm. 42 (janv.)**

Olivier POINDRON, juriste

- Contrat de prêt : un taux variable peut-il devenir négatif ? (Contrat de prêt) **étude 24 (sept.)**

Isabelle RHILANE, avocate à la Cour

- Le conflit entre le bénéficiaire d'une clause de limitation de recours et la caution dans les opérations de financements structurés (Cautionnement) **étude 1 (janv.)**

Isabelle RIASSETTO, professeur à l'université du Luxembourg

- Affectation prévisionnelle des ordres passés pour le compte des OPCVM (Gestion collective) **comm. 43 (janv.)**
- Mise en garde de l'investisseur en OPCVM (Gestion collective) **comm. 92 (mars)**
- Délégation de gestion financière (Gestion collective) **comm. 143 (mai)**
- Faut-il supprimer la classification « AMF » des OPC ? (Gestion collective) **comm. 179 (juill.)**
- Perte d'une chance de ne pas souscrire des parts d'OPC (Gestion collective) **comm. 215 (sept.)**
- Devoirs envers les investisseurs en OPC (Gestion collective) **comm. 258 (nov.)**

Jean-François RIFFARD, maître de conférences HDR

- L'harmonisation internationale des droits des sûretés mobilières : ne ratons pas le train ! (Sûretés) **dossier 11 (mars)**
- Bis repetita (non) placent (Gage sur stock) **étude 15 (mai)**

Stéphanie de ROBERT HAUTEQUÈRE, avocat associé - Fidal

- Le point sur les retraites « chapeau » des dirigeants de sociétés cotées après la loi Macron (Retraites « chapeau ») **meilleure pratique 2 (mars)**

David ROBINE, professeur à l'université de Rouen (CUREJ-EA 4703), co-directeur du Centre universitaire rouennais d'études juridiques

- Loi Sapin II : l'esquisse d'un nouvel agent des sûretés (Crédit syndiqué) **étude 36 (nov.)**
- Détermination de la loi applicable au contrat de cautionnement (Droit international des sûretés) **comm. 39 (janv.)**
- La méconnaissance des dispositions des anciens articles L. 341-2 et L. 341-3 du Code de la consommation n'est pas contraire à la conception française de l'ordre public international (Droit

- international des sûretés* **comm. 213 (sept.)**
- Caractère authentique de la procuration pour constituer une hypothèque établie à l'étranger (*Droit international des sûretés*) **comm. 214 (sept.)**
- Karine RODRIGUEZ, maître de conférences à l'université de Pau**
- Les voies procédurales face aux clauses abusives dans les contrats bancaires : quelles actions pour les associations de consommateurs ? (*Droit bancaire*) **dossier 22 (mai)**
- Myriam ROUSSILLE, agrégée des facultés de droit, professeur à l'université du Mans, IRJS (Sorbonne Affaires Finance)**
- L'irrésistible ascension du modèle Originate to distribute (*Opérations de crédit*) **alerte 36 (mai)**
 - Données de carte collectées par les commerçants : faire le jour sur un clair-obscur (*Services de paiement*) **alerte 77 (nov.)**
- Sophie SABATHIER, maître de conférences à l'université Toulouse 1 Capitole**
- Le nouvel investisseur en financement participatif (*Financement participatif*) **étude 21 (juill.)**
- Thierry SAMIN, chargé d'enseignement à l'université René Descartes (Paris V)**
- Champ d'application dans l'espace du monopole bancaire (*Complicité d'exercice illégal de la profession de banquier*) **comm. 1 (janv.)**
 - Blanchiment aggravé (*Exercice illégal de la profession de banquier*) **comm. 2 (janv.)**
 - Exclusion des dirigeants de la banque défaillante du bénéficiaire de la garantie (*Garantie des dépôts*) **comm. 3 (janv.)**
 - Articulation de la garantie des dépôts espèces et de la garantie des investisseurs (*Garantie des dépôts*) **comm. 4 (janv.)**
 - Publicité fautive ou de nature à induire en erreur. Délit constitué (*Pratique commerciale trompeuse*) **comm. 50 (mars)**
 - Chèque de garantie. Opposition pour utilisation frauduleuse infondée du tireur (*Chèque*) **comm. 51 (mars)**
 - Irrévocabilité de l'ordre de paiement et contrepassation du paiement au compte du bénéficiaire (*Carte de paiement*) **comm. 52 (mars)**
 - Dispositions relatives au taux d'usure. Inapplication en cas d'exercice d'une activité professionnelle non commerciale (*TEG*) **comm. 53 (mars)**
 - Cession de créance Dailly. Absence de portée d'une acceptation anticipée (*Cession de créances professionnelles*) **comm. 55 (mars)**
 - Appréciation de l'existence d'une autorisation de découvert (*Rupture de crédit*) **comm. 56 (mars)**
 - Nature de l'obligation de surveillance et de contrôle pesant sur le banquier (*Location de compartiment de coffre-fort*) **comm. 102 (mai)**
 - Sanction de l'inexactitude du TEG - Souscription de parts sociales - Entrave à la liberté d'établissement et à la libre prestation de services - Principe de proportionnalité (*Taux effectif global*) **comm. 103 (mai)**
 - Prescription du recours cambiaire du porteur contre le tireur (*Chèque*) **comm. 147 (juill.)**
 - Défaut de procuration. Ratification tacite par le titulaire (*Procuration*) **comm. 148 (juill.)**
 - TEG erroné. Connaissance par l'emprunteur (*TEG*) **comm. 149 (juill.)**
 - Mention dans un contrat d'affacturage (*TEG*) **comm. 150 (juill.)**
 - Intégration des frais de dossier pour réaménagement du prêt (*TEG*) **comm. 151 (juill.)**
 - Nullité de la stipulation d'intérêt conventionnel. Substitution du taux légal. Déchéance du terme (*TEG*) **comm. 152 (juill.)**
 - Aggravation de l'insuffisance d'actif (*Soutien bancaire abusif*) **comm. 153 (juill.)**
 - Préjudice collectif. Préjudice distinct (*Défaut de validité de la garantie d'assurance-groupe*) **comm. 154 (juill.)**
 - Recevabilité du recours pour excès de pouvoir contre un tel acte mais rejet au fond du recours en annulation (*Recommandation de l'ACPR n° 2014-R-01, 3 juill. 2014*) **comm. 186 (sept.)**
 - Sanction du défaut d'information préalable au rejet de chèque par le banquier tiré (*Chèque sans provision*) **comm. 187 (sept.)**
 - Obligation déclarative auprès des douanes (*Transfert de chèques à l'étranger*) **comm. 188 (sept.)**
 - Chèque présentant une anomalie. - Faute du banquier encaisseur. - Appel en garantie du banquier tiré (*Chèque*) **comm. 222 (nov.)**
 - Effet novatoire du compte courant (*Compte courant*) **comm. 223 (nov.)**
 - Taux variable. - Calcul de l'intérêt sur la base de l'année civile (*Taux d'intérêt*) **comm. 224 (nov.)**
 - Prescription quinquennale de l'article 1304 du Code civil. - Cours de la prescription de l'action en nullité à compter de la conclusion du contrat et non de l'avenant (*Avenant au contrat de crédit bail*) **comm. 225 (nov.)**
 - Pool bancaire - rôle du chef de file - absence des éléments caractéristiques (*Credit aux entreprises*) **comm. 226 (nov.)**
- Diane SÉNÉCHAL, partner avocat au barreau de Paris, JONES DAY**
- Financements. Désintermédiation et réintermédiation : quels enjeux ? (*Financement des entreprises*) **meilleure pratique 1 (janv.)**
- Agathe SOILLEUX, avocate associée, Weil, Gotshal & Manges LLP**
- Fusion et champ d'application de l'OPR (*Offre publique de retrait*) **comm. 40 (janv.)**
 - Restructuration financière et offre publique obligatoire (*Offre publique obligatoire*) **comm. 41 (janv.)**
 - Offre publique d'échange non sollicitée et non-conformité du projet d'offre (*Offre publique d'échange*) **comm. 42 (janv.)**
- Michel STORCK, professeur à la faculté de droit de Strasbourg**
- Gestion collective et ISR (*Gestion collective*) **comm. 44 (janv.)**
 - Mandat de gestion individuelle portant sur des FCP (*Gestion individuelle et gestion collective*) **comm. 93 (mars)**
 - Directive OPCVM V (*Gestion collective*) **comm. 141 (mai)**
 - Pratique commerciale trompeuse (*Gestion collective*) **comm. 142 (mai)**
 - L'information des investisseurs et le rachat de parts de FCP à capital garanti (*OPCVM*) **comm. 180 (juill.)**
 - Le rôle des dirigeants effectifs d'une société de gestion est précisé par la commission des sanctions de l'AMF (*Règle des quatre yeux*) **comm. 216 (sept.)**
 - Changement automatique d'affectation des investissements dans des FCPE (*FCPE*) **comm. 257 (nov.)**
- Hervé SYNDET, agrégé de droit privé et de sciences criminelles, professeur à l'université Panthéon-Assas (Paris II)**
- Le trading algorithmique : entre défis et défiance (*Marchés financiers*) **dossier 23 (juill.)**
- Silvestre TANDEAU DE MARSAC, avocat au barreau de Paris, ancien membre du Conseil de l'ordre**
- Les obligations pesant sur les conseils en gestion de patrimoine intermédiaires en opérations de banque (*Credit immobilier*) **dossier 36 (sept.)**
- Philippe THOMAS, professeur de finance ESCP Europe**
- Bientôt des Special Purpose Acquisition Companies en France ? (*Special Purpose acquisition companies*) **étude 10 (mars)**
 - Les golden shares dans les sociétés françaises (*Actions*) **étude 12 (mai)**

- Nature et modalités des opérations de désinvestissement (*Restructuration*) **étude 25 (sept.)**
 - La pratique nouvelle du dividende (*dividendes, dividend management, SCRP, DRIP, dividendes intercalaires, rémunération actionnariale.*) **étude 34 (nov.)**
- Étienne VALENCE, responsable « intégrité des marchés »**
- La réglementation et ses conséquences pratiques pour les PSI (*Trading algorithmique*) **dossier 26 (juill.)**
- Hubert de VAUPLANE, avocat associé Kramer Levin LLP**
- La blockchain défiera-t-elle la règle ? (*Crypto-monnaies*) **meilleure pratique 7 (nov.)**
- Thibault VERBIEST, avocat à la Cour**
- La directive révisée sur les services de paiement (DSP2) (*Services de paiement*) **étude 17 (mai)**
- Olivier de VILMORIN, avocat aux barreaux de Paris et de New York, associé Sullivan & Cromwell LLP**
- Éléments comparatifs et perspectives européennes et américaines (*Trading algorithmique*) **dossier 28 (juill.)**
- Anne VRIGNAUD, avocat aux barreaux de Paris et de New York**
- Financements internationaux : les clauses d'élection de for asymétriques toujours en question (*Europe*) **étude 4 (janv.)**
- Michel ZUIN, avocat associé**
- Le conflit entre le bénéficiaire d'une clause de limitation de recours et la caution dans les opérations de financements structurés (*Cautionnement*) **étude 1 (janv.)**

Abus de marché

- **La réforme inachevée du système de répression des abus de marché,**
par Amélie BELLEZZA, docteur en droit privé et sciences criminelles..... étude 23 (juill.)

Actions

- **Les golden shares dans les sociétés françaises,**
par Clément DUREAU-HAZERA, chargé de cours..... étude 12 (mai)
- **Les golden shares dans les sociétés françaises,**
par Philippe THOMAS, professeur de finance ESCP Europe..... étude 12 (mai)

Banquier

- **La commission des clauses abusives et les obligations du banquier,**
par Nicolas MALHERBE, juriste de banque..... étude 30 (nov.)

Cautionnement

- **Le conflit entre le bénéficiaire d'une clause de limitation de recours et la caution dans les opérations de financements structurés,**
par Isabelle RHILANE, avocate à la Cour..... étude 1 (janv.)
- **Le conflit entre le bénéficiaire d'une clause de limitation de recours et la caution dans les opérations de financements structurés,**
par Michel ZUIN, avocat associé..... étude 1 (janv.)
- **Forme du cautionnement international et lois de police,**
par Claude FERRY, professeur de droit privé à l'université d'Evry Val-d'Essonne, directeur de l'Institut universitaire professionnalisé « juriste d'entreprise », directeur du master « Droit des contrats d'affaires et du crédit »..... étude 2 (janv.)

Compte en banque

- **Les procurations bancaires données par les personnes âgées,**
par Dorothee GUÉRIN, maître de conférences en droit privé, université européenne de Bretagne, université de Brest..... étude 22 (juill.)

Contrat de commission

- **La cession de créances issues de « contrats commissionnés »,**
par Gautier CHAVANET, avocat, Fidal..... étude 11 (mars)
- **La cession de créances issues de « contrats commissionnés »,**
par Jean L'HOMME, avocat, Freshfields Bruckhaus Deringer..... étude 11 (mars)

Contrat de prêt

- **Contrat de prêt : un taux variable peut-il devenir négatif ?,**
par Mélanie MOREAU, juriste, Fidal..... étude 24 (sept.)
- **Contrat de prêt : un taux variable peut-il devenir négatif ?,**
par Julien MOREAU, avocat..... étude 24 (sept.)
- **Contrat de prêt : un taux variable peut-il devenir négatif ?,**
par Olivier POINDRON, juriste..... étude 24 (sept.)
- **Mention du taux effectif global - Étude d'une mesure à l'efficacité et à la cohérence discutables,**
par Ariane PERIN-DUREAU, maître de conférences à l'université Panthéon-Sorbonne..... étude 28 (sept.)
- **Mention du taux effectif global - Étude d'une mesure à l'efficacité et à la cohérence discutables,**
par Ariane PERIN-DUREAU, maître de conférences à l'université Panthéon-Sorbonne..... étude 29 (nov.)

- **Taux d'intérêt négatif : le monde à l'envers ?,**
par Franck AUCKENTHALER, avocat à la Cour..... étude 33 (nov.)

Contrats financiers

- **Les contrats financiers dans l'espace OHADA : une réforme bien inachevée,**
par Sena AGBAYISSAH, avocat associé..... étude 16 (mai)

Crédit

- **Les ouvertures de crédit à l'épreuve de l'application dans le temps de la réforme du Code civil,**
par Sena AGBAYISSAH, avocat associé..... étude 35 (nov.)

Crédit immobilier

- **Principales innovations de l'ordonnance n° 2016-351 du 25 mars 2016,**
par Dominique LEGEAIS, professeur à l'université René Descartes, Sorbonne Paris Cité, directeur du CEDAG..... dossier 31 (sept.)
- **Propos introductifs – Genèse,**
par Alain GOURIO, docteur en droit, directeur juridique de la Fédération bancaire française..... dossier 32 (sept.)
- **Les devoirs précontractuels d'information du prêteur,**
par Dimitri HOUTCIEFF, agrégé des facultés de droit, professeur à l'université Paris-Saclay, directeur de l'Institut d'études judiciaires de la faculté de droit d'Evry, ancien avocat à la Cour..... dossier 33 (sept.)
- **Les sanctions issues de la réforme du crédit immobilier par l'ordonnance du 25 mars 2016,**
par François BOUCARD, docteur en droit, avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation..... dossier 34 (sept.)
- **Ordonnance n° 2016-351 du 25 mars 2016 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation,**
par Sophie HO THONG, présidente d'JOB SPONSOR, www.jobsponsor.fr..... dossier 35 (sept.)
- **Les obligations pesant sur les conseils en gestion de patrimoine intermédiaires en opérations de banque,**
par Silvestre TANDEAU DE MARSAC, avocat au barreau de Paris, ancien membre du Conseil de l'ordre..... dossier 36 (sept.)
- **L'amélioration de la qualité du crédit immobilier,**
par Nicolas MATHEY, professeur à l'université Paris Descartes (Sorbonne Paris Cité), membre du CEDAG..... dossier 37 (sept.)

Crédit syndiqué

- **Loi Sapin II : l'esquisse d'un nouvel agent des sûretés,**
par David ROBINE, professeur à l'université de Rouen (CUREJ-EA 4703), co-directeur du Centre universitaire rouennais d'études juridiques..... étude 36 (nov.)

Crypto-monnaies

- **Les crypto-monnaies, une application des block chain technologies à la monnaie,**
par Mehdi BALI, docteur en droit, avocat au barreau de New York..... étude 8 (mars)

Dividendes, dividend management, SCRIP, DRIP, dividendes intercalaires, rémunération actionnariale

- **La pratique nouvelle du dividende,**
par Philippe THOMAS, professeur de finance ESCP Europe..... étude 34 (nov.)

Droit bancaire

- **Compte de dépôt et clauses abusives,**
par Arnaud LECOURT, maître de conférences à l'université de Pau et des pays de l'Adour..... dossier 18 (mai)

- **Le droit des clauses abusives et le contrat de crédit à la consommation**,
par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE, maître de conférences HDR, université de Strasbourg..... **dossier 19 (mai)**
- **Clause abusive et banque en ligne**,
par Laurent ABADIE, maître de conférences à l'université de Pau et des pays de l'Adour..... **dossier 20 (mai)**
- **Les clauses abusives dans les contrats conclus entre les banques et la clientèle professionnelle**,
par Nicolas ERESEO, maître de conférences HDR à l'université de Strasbourg..... **dossier 21 (mai)**
- **Les voies procédurales face aux clauses abusives dans les contrats bancaires : quelles actions pour les associations de consommateurs ?**,
par Karine RODRIGUEZ, maître de conférences à l'université de Pau..... **dossier 22 (mai)**

Europe

- **Financements internationaux : les clauses d'élection de for asymétriques toujours en question**,
par Anne VRIGNAUD, avocat aux barreaux de Paris et de New York..... **étude 4 (janv.)**

Extraterritorialité

- **L'efficacité des programmes de sanctions économiques américaines illustrée à travers l'accord international conclu avec l'Iran**,
par Prosha DEGHANI, avocat au barreau de Paris, Counsel Archipel (Paris)..... **étude 27 (sept.)**

Fiducie

- **La fiducie-titrisation : c'est possible !**,
par Célia BERGER-TARARE, maître de conférences à l'université de Bourgogne Franche-Comté, membre du CRFC (EA3225)..... **étude 14 (mai)**

Financement participatif

- **Le nouvel investisseur en financement participatif**,
par Sophie SABATHIER, maître de conférences à l'université Toulouse 1 Capitole..... **étude 21 (juill.)**

Gage sur stocks

- **Gage de stocks : un nouveau cadre légal enfin efficace**,
par Sophie CHEVALLIER, avocat associé..... **étude 5 (janv.)**

Gage sur stock

- **Bis repetita (non) placent**,
par Jean-François RIFFARD, maître de conférences HDR..... **étude 15 (mai)**
- **La réforme du gage des stocks par l'ordonnance n° 2016-56 du 29 janvier 2016**,
par Yannick BLANDIN, maître de conférences à l'université d'Auvergne..... **étude 20 (juill.)**

Instrument de paiement

- **Propos sur les « crypto-monnaies »**,
par Gautier BOURDEAUX, maître de conférences à l'université Paris Descartes, Paris V..... **dossier 39 (nov.)**
- **Les monnaies locales complémentaires : enjeux et impacts pour la monnaie officielle**,
par Pepita OULD AHMED, économiste à l'Institut de recherche pour le développement (IRD)..... **dossier 40 (nov.)**
- **La nature juridique des monnaies alternatives à l'épreuve du paiement**,
par Nicolas MATHÉY, professeur à l'université Paris Descartes (Sorbone Paris Cité), membre du CEDAG..... **dossier 41 (nov.)**

Lutte contre la corruption

- **L'impact de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique sur la corruption dans le secteur bancaire et financier : de la sécurisation à l'innovation**,
par Marie-Emma BOURSIER, vice-doyen de la faculté de droit et de science politique de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, maître de conférences HDR..... **étude 32 (nov.)**

Marchés financiers

- **Le trading algorithmique : entre défis et défiance**,
par Bruno GIZARD, membre de la commission des sanctions AMF..... **dossier 24 (juill.)**
- **Le trading algorithmique : entre défis et défiance**,
par Éric DEZEUZE, avocat à la Cour, Cabinet Bredin-Prat, professeur associé à l'université Paris-Descartes..... **dossier 30 (juill.)**

Prêt

- **Attractivité et spécificités des financements adossés à des réserves d'hydrocarbures (Reserve Based Lending)**,
par Olivia CROUZAT, avocat à la Cour..... **étude 3 (janv.)**
- **Attractivité et spécificités des financements adossés à des réserves d'hydrocarbures (Reserve Based Lending)**,
par Eran CHVIKA, avocat à la Cour..... **étude 3 (janv.)**

Produits financiers

- **La commercialisation en ligne des produits financiers : cartographie de la protection des investisseurs en ligne après la décision de l'AMF du 26 octobre 2015**,
par Marie-Elisabeth MATHIEU, maître de conférences à l'université Paris-Saclay (université d'Evry Val d'Essonne), membre du Centre de recherche Léon-Duguit, enseignante au Centre de formation professionnel notarial de Paris, consultante Étude notariale Lasaygues et associés..... **étude 6 (janv.)**

Protection des données personnelles

- **Le Règlement sur la Protection des données : les 10 Commandements à connaître pour passer de la théorie à la pratique**,
par Marie-Noëlle GIBON, CIL Groupe La Poste et La Banque Postale..... **étude 18 (juill.)**
- **Le Règlement sur la Protection des données : les 10 Commandements à connaître pour passer de la théorie à la pratique**,
par Emmanuel JOUFFIN, docteur en droit, responsable juridique de banque..... **étude 18 (juill.)**
- **Le Règlement sur la Protection des données : les 10 Commandements à connaître pour passer de la théorie à la pratique**,
par Xavier LEMARTELEUR, responsable juridique technologies de l'information, La Poste..... **étude 18 (juill.)**

Réforme du droit des contrats

- **La réforme de la solidarité passive : illusions perdues et incertitudes**,
par Laetitia BOUGEROL, maître de conférences à l'université Jean-Monnet – Paris XI..... **étude 9 (mars)**
- **L'impact de la réforme du droit des contrats sur les opérations de fusions-acquisitions**,
par Sonia de KONDSEROVSKY, avocat à la Cour..... **étude 19 (juill.)**

Réforme du droit des obligations

- **Les techniques de remboursement d'un prêt, et la réforme du droit des contrats**,
par Alain-Xavier BRIATTE, directeur financement & sûretés au sein d'un Office notarial, anciennement avocat près la cour d'appel de Paris..... **étude 13 (mai)**

Restructuration

- **Nature et modalités des opérations de désinvestissement,**
par Philippe THOMAS, professeur de finance ESCP Europe..... **étude 25 (sept.)**

Services de paiement

- **La directive révisée sur les services de paiement (DSP2),**
par Thibault VERBIEST, avocat à la Cour..... **étude 17 (mai)**
- **La directive révisée sur les services de paiement (DSP2),**
par Emmanuelle CORCOS, avocat (de Gaulle Fleurance & associés)..... **étude 17 (mai)**

Special Purpose acquisition companies

- **Bientôt des Special Purpose Acquisition Companies en France ?,**
par Philippe THOMAS, professeur de finance ESCP Europe..... **étude 10 (mars)**

Succession d'États

- **Obligation juridique directe des États pour les dettes contractées par les banques situées à l'extérieur de leur territoire national : l'approche de la CourEDH dans l'affaire de la dissolution de la Yougoslavie,**
par Janja HOJNIK, PhD, professeur en droit..... **étude 7 (mars)**
- **Obligation juridique directe des États pour les dettes contractées par les banques situées à l'extérieur de leur territoire national : l'approche de la CourEDH dans l'affaire de la dissolution de la Yougoslavie,**
par Morgan MEVEL, L.L.M., juriste, Thewes & Reuter, Avocats à la Cour, 13, Breedewee (rue Large), L-1917 LUXEMBOURG..... **étude 7 (mars)**

Sûretés

- **Quelle réforme pour le droit des sûretés ?,**
par Dominique LEGEAIS, professeur à l'université René Descartes, Sorbonne Paris Cité, directeur du CEDAG..... **dossier 2 (janv.)**
- **L'avenir des sûretés personnelles alternatives,**
par Anne-Sophie BARTHEZ, professeur à l'université de Cergy-Pontoise..... **dossier 4 (janv.)**
- **Regard sur le droit québécois des sûretés,**
par Élise CHARPENTIER, professeur titulaire..... **dossier 6 (janv.)**
- **Quelle réforme pour le droit des sûretés ? Quelques particularités du droit espagnol,**
par Esther MUÑIZ ESPADA, université de Valladolid..... **dossier 8 (janv.)**
- **Droit belge : « Perspectives de droit des sûretés : vers une nouvelle maîtrise du risque »,**
par Michèle GRÉGOIRE, présidente du Centre de droit privé de l'université libre de Bruxelles..... **dossier 10 (mars)**
- **L'harmonisation internationale des droits des sûretés mobilières : ne ratons pas le train !,**
par Jean-François RIFFARD, maître de conférences HDR..... **dossier 11 (mars)**

Sûretés personnelles

- **La rationalisation du droit du cautionnement,**
par Manuella BOURASSIN, professeur à l'université Paris Ouest Nanterre La Défense, directrice du CEDACE (EA 3457)..... **dossier 3 (janv.)**
- **L'efficacité internationale des sûretés personnelles,**
par Olivera BOSKOVIC, professeur à l'université Paris-Descartes Sorbonne Paris-Cité..... **dossier 5 (janv.)**

Sûretés réelles

- **Les sûretés réelles dans la législation argentine,**
par Fernando PÉREZ HUALDE, professeur titulaire effectif de droit privé III de la faculté de droit de l'université National de Cuyo - Mendoza - Argentina..... **dossier 7 (janv.)**
- **La sûreté hypothécaire unique en droit français,**
par Christophe JUILLET, professeur à l'université Paris-Descartes..... **dossier 12 (mars)**
- **Les conditions de validité de l'hypothèque unique,**
par Nicolas BORGA, agrégé des facultés de droit, professeur à l'université Jean Moulin-Lyon 3..... **dossier 13 (mars)**
- **L'opposabilité de l'hypothèque unique,**
par Nathalie MARTIAL-BRAZ, professeur de droit privé université de Franche-Comté CRJFC - CEDAG..... **dossier 14 (mars)**
- **Les attributs de l'hypothèque unique,**
par Maxime JULIENNE, agrégé des facultés de droit, professeur à l'université d'Angers..... **dossier 15 (mars)**
- **Quelle efficacité pour l'hypothèque unique dans le droit des procédures collectives ?,**
par Françoise PÉROCHON, professeur à la faculté de droit de Montpellier, membre du Laboratoire de droit privé et du Labex Entreprendre de l'université de Montpellier..... **dossier 16 (mars)**
- **Quelle efficacité pour l'hypothèque unique dans le droit des procédures collectives ?,**
par Caroline HOUIN-BRESSAND, professeur à l'université Paris 2..... **dossier 16 (mars)**
- **Financement immobilier et techniques de restructuration,**
par Alain-Xavier BRIATTE, directeur financement & sûretés au sein d'un Office notarial, anciennement avocat près la cour d'appel de Paris..... **étude 26 (sept.)**
- **La place du gage immobilier, entre hypothèque et fiducie-sûreté,**
par Alain-Xavier BRIATTE, directeur financement & sûretés au sein d'un Office notarial, anciennement avocat près la cour d'appel de Paris..... **étude 31 (nov.)**

Trading algorithmique

- **Le trading algorithmique : qualification juridique et critères de distinction avec le trading haute fréquence,**
par Thierry BONNEAU, agrégé des facultés de droit, professeur à l'université Panthéon-Assas (Paris 2)..... **dossier 25 (juill.)**
- **La réglementation et ses conséquences pratiques pour les PSI,**
par Étienne VALENCE, responsable « intégrité des marchés »..... **dossier 26 (juill.)**
- **La régulation du trading haute fréquence,**
par Alexandra GIVRY, directrice de la Surveillance des marchés, Autorité des marchés financiers..... **dossier 27 (juill.)**
- **Éléments comparatifs et perspectives européennes et américaines,**
par Arnaud BERDOU, avocat au barreau de Paris..... **dossier 28 (juill.)**
- **Éléments comparatifs et perspectives européennes et américaines,**
par Olivier de VILMORIN, avocat aux barreaux de Paris et de New York, associé Sullivan & Cromwell LLP..... **dossier 28 (juill.)**
- **Réflexions sur l'utilité du trading à haute fréquence,**
par François BARRIÈRE, professeur à l'université de Lyon (EA 4573), président de l'ANDJCE..... **dossier 29 (juill.)**

A

AAI
Contentieux disciplinaire
 Preuve..... repère 5 (sept.)

ABE
 Rapport annuel..... alerte 59 (juill.)

ABUS DE MARCHÉ
Manipulation de cours..... comm. 218 (sept.)
Pratiques légitimes de marché
 Obligations déclaratives..... comm. 219 (sept.)
Réforme
 Aiguillage..... étude 23 (juill.)
 comm. 217 (sept.)
Réforme du système répressif
 Système d'aiguillage..... comm. 145 (mai)

ACPR
AMF
 Pôle commun
 Rapport annuel..... alerte 57 (juill.)
Commission des sanctions
 Contrôle

Droits de la défense..... comm. 230 (nov.)
 Faute..... comm. 229 (nov.)

Contrôle
 Sanctions..... comm. 232 (nov.)
 Seuil de fonds propres
 Calcul..... comm. 231 (nov.)
 Société absorbante
 Sanction..... comm. 107 (mai)

Contrôle sur place
 Procédure
 Régularité
 Droits de la défense
 Respect du domicile..... comm. 195 (sept.)
Forum FinTech..... alerte 70 (sept.)

Fusion-absorption
 Société absorbée
 Manquement..... comm. 107 (mai)

Juge administratif
 Administration de la preuve
 Contrôle..... comm. 109 (mai)
 comm. 158 (juill.)

Normes
 Interprétation
 Dirigeant effectif..... comm. 235 (nov.)

Principes d'application
 Lutte anti-blanchiment
 Droit au compte..... comm. 227 (nov.)

Rapport d'activité..... comm. 155 (juill.)
 Sanctions..... comm. 156 (juill.)
Recommandation..... comm. 186 (sept.)

Saisine pour avis
 Désignation d'un commissaire aux
 comptes..... comm. 157 (juill.)

Sanction
 Lutte contre le blanchiment
 Contrôle interne..... comm. 192 (sept.)

Sanction pécuniaire..... comm. 231 (nov.)

Trésor
 Gel des avoirs
 Lutte contre le blanchiment
 Lignes directrices..... comm. 191 (sept.)

ACTIONS
 Golden shares..... étude 12 (mai)

AEMF
 Rapport annuel..... alerte 58 (juill.)

AGENCE DE NOTATION DE CRÉDIT
AEMF
 Conseil des autorités de surveillance
 Sanction..... comm. 264 (nov.)
Notation de la dette souveraine
 Dégradation

Délai de 12 heures..... comm. 264 (nov.)

AIDE D'ÉTAT
Banque
 Restructuration du capital
 Actionnaires..... comm. 233 (nov.)

AMF
Cartographie des risques..... alerte 56 (juill.)
Commission des sanctions
 Pouvoir de contrôle
 Droit au procès équitable..... comm. 95 (mars)

COMMUNIQUÉS
 Mise en garde
 Effets notables..... comm. 108 (mai)
 Mises en garde
 Compétence
 Juridiction administrative..... comm. 46 (janv.)
 Recours
 Tribunal des conflits
 Juridiction administrative..... comm. 46 (janv.)

Consultation publique
 OPC
 Classification..... comm. 179 (juill.)

Forum FinTech..... alerte 70 (sept.)

ARRÊT DES POURSUITES INDIVIDUELLES
Garant personne physique
 Caution
 Mesure conservatoire
 Action en paiement
 Titre exécutoire..... comm. 175 (juill.)

ASSURANCE
Directive
 Distribution d'assurances
 Intermédiaire..... comm. 89 (mars)
Sociétés d'assurance mutuelle
 Régime autonome..... alerte 21 (mars)
Souscription
 Déclarations
 Exactitude..... comm. 74 (mars)

ASSURANCE DE GROUPE
Banquier
 Obligation de conseil..... comm. 25 (janv.)
 Obligation de mise en garde
 Dol (non)..... comm. 75 (mars)

Coassurés
 Déchéance du contrat
 Opposabilité..... comm. 202 (sept.)

Information précontractuelle
 Obligations respectives du banquier et de
 l'assureur..... comm. 26 (janv.)

Relations contractuelles entre l'adhérent et l'assureur
 Résiliation..... comm. 126 (mai)

Responsabilité du banquier
 Obligation d'information et de conseil
 Adéquation du contrat à la situa-
 tion personnelle de l'emprunteur..... comm. 167 (juill.)
 comm. 201 (sept.)
 Obligation d'éclairer (non)..... comm. 127 (mai)

Souscription d'une assurance facultative
 Opportunité..... comm. 75 (mars)

ASSURANCE-VIE
Action en nullité
 Prescription..... comm. 203 (sept.)

Contrat de prêt
 Indivisibilité
 Faculté de renonciation..... comm. 247 (nov.)

Contrat en déshérence
 Rapport ACPR..... alerte 38 (mai)

Faculté de renonciation
 Formalisme
 Exercice abusif..... comm. 168 (juill.)
 comm. 246 (nov.)

Obligation de mise en garde

Appréciation.....	comm. 27 (janv.)
.....	comm. 76 (mars)
Produits d'investissement	
Perte du placement	
Manquement de la banque à son obligation de mise en garde (non).....	comm. 27 (janv.)
.....	comm. 76 (mars)

ASTREINTE

Caractère accessoire	
Annulation	
Restitution.....	comm. 28 (janv.)
Liquidation	
Dommages et intérêts.....	comm. 169 (juill.)
Société absorbante	
Société absorbée.....	comm. 253 (nov.)

AUTORITÉ DE RÉGULATION

Juge administratif	
Droit souple.....	comm. 108 (mai)

AUTORITÉS DE SURVEILLANCE

Contrôle du juge	
Risque systémique	
Stabilité financière de l'Union.....	comm. 233 (nov.)

AUTRES PRODUITS SPÉCULATIFS

Investisseurs non professionnels.....	comm. 185 (juill.)
--	--------------------

AVAL

Cautionnement	
Billet à ordre irrégulier.....	comm. 243 (nov.)
Signature	
Dirigeant	
Portée.....	comm. 161 (juill.)

B

BANQUE

Assurance	
Économie sociale et solidaire.....	alerte 21 (mars)
Banques coopératives	
Banques mutualistes	
Régime autonome.....	alerte 21 (mars)
Responsabilité civile	
Obligation du banquier prêteur d'éclairer son client adhérent à une assurance de groupe	
Remise de la notice non suffisante.....	comm. 167 (juill.)

BANQUIER

Obligations	
Mise en garde.....	étude 30 (nov.)

BANQUIER DISPENSATEUR DE CRÉDIT

Assurance de groupe	
Obligation d'information et de conseil.....	comm. 127 (mai)

BCE

Supervision bancaire	
Compétence	
Titrisation.....	comm. 196 (sept.)

BIBLIOGRAPHIE

.....	alerte 17 (janv.)
.....	alerte 18 (janv.)
.....	alerte 19 (janv.)
.....	alerte 20 (janv.)
.....	alerte 33 (mars)
.....	alerte 34 (mars)
.....	alerte 35 (mars)
.....	alerte 49 (mai)
.....	alerte 50 (mai)
.....	alerte 61 (juill.)
.....	alerte 63 (juill.)
.....	alerte 72 (sept.)
.....	alerte 73 (sept.)
.....	alerte 74 (sept.)
.....	alerte 75 (sept.)
.....	alerte 76 (sept.)
.....	alerte 87 (nov.)

BLANCHIMENT

Quatrième directive	
Jeux-pays tiers	
Bénéficiaire effectif.....	comm. 38 (janv.)

C

CARTE DE PAIEMENT

Ordre de paiement	
Irrévocabilité	
Porteur de la carte.....	comm. 52 (mars)

CAUTIONNEMENT

Action en paiement	
Prescription.....	comm. 18 (janv.)
Arbitrage	
Ordre public international.....	comm. 213 (sept.)
Conflit de lois	
Loi applicable.....	comm. 66 (mars)
Conjoint	
Devoir de mise en garde.....	comm. 68 (mars)
Poursuite	
Titre exécutoire.....	comm. 17 (janv.)
Convention de Rome du 19 juin 1980	
Loi applicable	
Conflit de lois.....	comm. 39 (janv.)
Crédit excessif	
Devoir de mise en garde	
Preuve.....	comm. 70 (mars)
Crédit-bail	
Caution non avertie	
Preuve.....	comm. 117 (mai)
Détermination en montant	
Proportionnalité.....	comm. 19 (janv.)
Dirigeant caution	
Caution avertie	
Caution non avertie.....	comm. 121 (mai)
Exception de nullité	
Commencement d'exécution	
Prescription.....	comm. 13 (janv.)
Financements structurés	
Recours	
Clause limitative.....	étude 1 (janv.)
Formalisme	
Durée.....	comm. 64 (mars)
Sanction.....	comm. 200 (sept.)
Information annuelle des cautions	
Preuve	
Relevés informatiques.....	comm. 123 (mai)
Limitation en durée	
Appel	
Condition de l'appel.....	comm. 199 (sept.)
Mention manuscrite	
Durée.....	comm. 65 (mars)
Signature	
Paraphe.....	comm. 244 (nov.)
Mention obligatoire	
Loi de police	
Convention de Rome.....	étude 2 (janv.)
Obligation de règlement	
Prescription	
Délai de forclusion.....	comm. 62 (mars)
Obligation d'information	
Preuve	
Relevés informatiques.....	comm. 15 (janv.)
Preuve de l'exécution	
Copie de la lettre.....	comm. 69 (mars)
Sanction	
Dommages et intérêts.....	comm. 120 (mai)
Plan de sauvegarde	
Proportionnalité.....	comm. 118 (mai)
Prêt	
Plan de redressement.....	comm. 67 (mars)
Procédure collective	
Plan de redressement.....	comm. 18 (janv.)
Procédure de conciliation	
Exception inhérente à la dette	
Caractère accessoire du cautionnement.....	comm. 16 (janv.)
Proportionnalité	
Appréciation.....	comm. 63 (mars)
Devoir de mise en garde.....	comm. 14 (janv.)
Responsabilité notariale	
Mandat de se porter caution	
Revirement jurisprudentiel.....	comm. 241 (nov.)

	Compte courant à vocation professionnelle (oui)	
	Preuve.....	comm. 10 (janv.)
Découvert en compte	Dépassement	
	Seuil.....	comm. 58 (mars)
Découvert tacite	Forclusion	
	Point de départ.....	comm. 7 (janv.)
Domaine	Installation de panneaux photovoltaïques	
	Indivisibilité.....	comm. 9 (janv.)
Forclusion biennale	Incident de paiement	
	Régularisation (non).....	comm. 5 (janv.)
Modification	Renégociation (non)	
	Nouvelle offre (non).....	comm. 111 (mai)
Rapport Athling	Bilan législatif.....	alerte 51 (juill.)
CRÉDIT AFFECTÉ		
Interdépendance	Principe d'ordre public	
	Renonciation.....	comm. 110 (mai)
CRÉDIT AUX ENTREPRISES		
	Déclaration de créance privilégiée.....	comm. 223 (nov.)
CRÉDIT IMMOBILIER		
Assurance emprunteur	Assurance déléguée	
	Faculté de résiliation (non).....	comm. 115 (mai)
Contrôle interne	Comportement du prêteur	
	Information.....	étude 37 (sept.)
Domaine	Société civile	
	Destination professionnelle (oui).....	comm. 8 (janv.)
Evaluation de la solvabilité	Evaluation du bien.....	étude 37 (sept.)
Offre	Forme	
	Acceptation.....	comm. 159 (juill.)
	TEG erroné	
	Déchéance du droit aux intérêts.....	comm. 160 (juill.)
	Déchéance du droit aux intérêts (oui).....	comm. 113 (mai)
	Nullité (non).....	comm. 113 (mai)
Personne morale	Consommateur (non)	
	Prescription biennale (non).....	comm. 114 (mai)
Prescription biennale	Acte notarié	
	Interruption.....	comm. 237 (nov.)
	Déchéance du terme.....	comm. 112 (mai)
	Point de départ	
	Échéance impayée	
	Déchéance du terme.....	comm. 59 (mars)
		comm. 112 (mai)
Qualification	Nullité	
	Restitution	
	Sanction.....	comm. 198 (sept.)
Réforme	Champ d'application.....	étude 31 (sept.)
	Colloque.....	dossier 30 (sept.)
	Conseils en gestion de patrimoine	
	Obligations.....	étude 36 (sept.)
	Devoirs précontractuels.....	étude 33 (sept.)
	Genèse	
	Régime.....	étude 32 (sept.)
	Intermédiation.....	étude 35 (sept.)
	Qualité du crédit.....	étude 37 (sept.)
	Sanctions.....	étude 34 (sept.)
Remboursement anticipé	Indemnité	
	Capitalisation (non)	
	Clause pénale (non).....	comm. 197 (sept.)
TEG erroné	nullité (non)	
	déchéance du droit aux intérêts (oui)	
	prescription.....	comm. 238 (nov.)
CRÉDIT MOBILIER		
	Opération spéculative.....	comm. 236 (nov.)
CRÉDIT PERSONNEL		
	Prescription biennale	
	Domaine	
	Destination professionnelle.....	comm. 6 (janv.)
CRÉDIT SYNDIQUÉ		
	Banque chef de file	
	Mandat	
	Périmètre de la mission.....	comm. 226 (nov.)
	Sûreté	
	Agent des sûretés.....	étude 36 (nov.)
CRYPTO-MONNAIES		
	Blockchain	
	Bitcoin	
	Monnaies virtuelles.....	étude 8 (mars)
CUMUL DE SANCTIONS		
	QPC	
	Validité	
	Disparité des sanctions.....	comm. 96 (mars)
D		
DATE		
	Délai de réflexion	
	Preuve.....	comm. 159 (juill.)
DÉCLARATION		
	Admission	
	Pouvoirs du juge commissaire	
	Clause pénale	
	Réduction.....	comm. 177 (juill.)
	Avertissement	
	Date	
	Clôture de la procédure	
	Reprise des opérations de liquidation.....	comm. 176 (juill.)
	Forclusion	
	Demande en relevé	
	Ordonnance.....	comm. 85 (mars)
DÉCLARATION D'INSAISSABILITÉ		
	Inopposabilité	
	Saisie immobilière	
	Prescription.....	comm. 251 (nov.)
DÉNONCIATION CALOMNIEUSE		
	Pertinence de l'accusation	
	Mauvaise foi.	
	Faits susceptibles de constituer un délit ou un manquement de diffusion d'informations fausses ou trompeuses.....	comm. 181 (juill.)
DÉPOSITAIRES		
	Statut	
	Garde des actifs	
	Responsabilité.....	comm. 141 (mai)
DIRECTIVE DSP 2		
	Champs d'application	
	Nouveaux acteurs	
	Renforcement des obligations.....	étude 17 (mai)
	Services de paiement en ligne	
	Règles de sécurité.....	comm. 91 (mars)
DIRECTIVE MIF		
	Règlement délégué	
	Application	
	Précisions.....	comm. 220 (sept.)
DIRECTIVE OPCVM V		
	Transposition	
	Ordonnance du 17 mars 2016.....	comm. 141 (mai)

DIRECTIVE TRANSPARENCE RÉVISÉE

Transposition..... alerte 4 (janv.)

DISSOLUTION DE FCPE

Transferts et arbitrages automatiques
Discordances entre règlements du PEE et du FCPE
 Changements d'affectation des investissements dans les FCPE..... comm. 257 (nov.)

DIVIDENDES..... étude 34 (nov.)

DONNÉES PERSONNELLES

Collecte
Données de carte
 CNIL..... alerte 77 (nov.)
Privacy Shield
Mise en oeuvre..... comm. 90 (mars)
Traitement
Protection
 Règlement européen..... comm. 36 (janv.)
Transfert
But commercial
 Protection..... comm. 90 (mars)

DROIT AU COMPTE

Protection de la clientèle
ACPR
 Sanction..... comm. 109 (mai)
ACPR.
 Sanction..... comm. 158 (juill.)

DROIT BANCAIRE

..... alerte 5 (janv.)
..... alerte 7 (janv.)
..... alerte 8 (janv.)
..... alerte 11 (janv.)
..... alerte 13 (janv.)
..... alerte 14 (janv.)
..... alerte 25 (mars)
..... alerte 46 (mai)
..... alerte 68 (sept.)
ACPR
Rapport d'activité..... alerte 41 (mai)
Assurances..... alerte 31 (mars)
Clauses abusives
Associations de consommateurs
 Actions..... étude 22 (mai)
Banque en ligne..... étude 20 (mai)
Clientèle professionnelle
 Contrats..... étude 21 (mai)
Crédit à la consommation..... étude 19 (mai)
Réforme..... dossier 17 (mai)
Cloud Computing
Rapport ENISA..... alerte 9 (janv.)
Compte de dépôt
Clauses abusives..... étude 18 (mai)
Cybercriminalité..... alerte 71 (sept.)
Exigence de fonds propres..... alerte 43 (mai)
Loi pour une République numérique
Données personnelles
 Services de paiement..... comm. 204 (sept.)
Mobilité
PEL..... alerte 23 (mars)
Réforme du droit des contrats..... alerte 47 (mai)
SEPA..... alerte 30 (mars)
Sources
Régulation
 Organes de régulation..... comm. 104 (mai)
Stress test..... alerte 29 (mars)
Test de résistance..... alerte 67 (sept.)

DROIT FINANCIER

..... alerte 6 (janv.)
..... alerte 10 (janv.)
..... alerte 12 (janv.)
..... alerte 15 (janv.)
..... alerte 69 (sept.)
AMF
Rapport annuel..... alerte 45 (mai)
Instrument financier
Indices de référence..... alerte 44 (mai)
Livre vert..... alerte 26 (mars)
..... alerte 27 (mars)
Place financière
Attractivité..... alerte 54 (juill.)
Processus normatif
HCJP
 Rapport..... alerte 80 (nov.)

Société de gestion de portefeuille

Émetteur
 Distributeurs..... alerte 39 (mai)

Trading algorithmique

Abus de marché..... alerte 48 (mai)

DROIT SOUPLE

Contrôle juridictionnel

Recours pour excès de pouvoir
 Recevabilité..... comm. 144 (mai)

E

EMPRUNT

Contrat d'assurance de groupe

Risques couverts
 Banquier..... comm. 201 (sept.)

ÉNERGIE RENOUVELABLE

Condition impossible

Nullité
 Crédit (oui)..... comm. 239 (nov.)

ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

Vérification des créances

Contestations
 Juge-commissaire
 Pouvoirs
 Sursis à statuer..... comm. 255 (nov.)

ESMA

Décision de sanction

Référentiels centraux
 Dispositifs d'accès aux informations concernant les dérivés..... comm. 184 (juill.)

ÉTABLISSEMENT DE CRÉDIT

Obligation d'information

Manquement
 Perte de chance..... comm. 215 (sept.)

ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ

Conclusion d'un prêt

Limitation des produits susceptibles d'être souscrits..... comm. 61 (mars)

EUROPE

Clause attributive de juridiction

Volonté des parties..... étude 4 (janv.)

EXÉCUTION DE LA GARANTIE

Recours du donneur d'ordre..... comm. 162 (juill.)
..... comm. 163 (juill.)

EXERCICE ILLÉGAL DE LA PROFESSION DE BANQUIER

Blanchiment aggravé

Réception de chèques d'entreprises du bâtiment employant des salariés roumains en situation irrégulière
 Retraits en espèces des fonds encaissés
 Prélèvement d'une commission sur les sommes avant remise du solde aux employés en paiement de leur salaire..... comm. 2 (janv.)

EXPULSION

Commandement d'avoir à libérer les locaux

Signification
 Occupants..... comm. 205 (sept.)

EXTRATERRITORIALITÉ

Droit américain

Programmes de sanctions
 OFAC..... étude 27 (sept.)

F

FIDUCIE

Titrisation	
Trust	
Refinancement	étude 14 (mai)

FINANCEMENT

Hydrocarbures	
Documentation	étude 3 (janv.)

FINANCEMENT DES ENTREPRISES

Désintermédiation	
Octroi de prêts	
FIA	repère 1 (janv.)
Monopole bancaire	
Exceptions	repère 1 (janv.)

FINANCEMENT PARTICIPATIF

AMF	
Guide pratique	alerte 66 (sept.)
Conseillers et intermédiaires	
Responsabilité civile	alerte 52 (juill.)
Investisseur	
Encadrement	
Information	étude 21 (juill.)
Statut	
Risque	étude 21 (juill.)
Minibons	
Blockchain	alerte 83 (nov.)
Prêt	
Plafonds	alerte 83 (nov.)

FINANCEMENT STRUCTURÉ

Conclusion d'un prêt	
Limitation des produits susceptibles d'être souscrits	comm. 61 (mars)
Conclusion d'un swap	
Absence de mise en garde	
Produit complexe jamais souscrit auparavant	comm. 60 (mars)
Opérateur averti	
Conclusion antérieure de plusieurs swaps	comm. 12 (janv.)
Financement des collectivités territoriales	
Obligation de mise en garde	
Emprunteur averti	comm. 240 (nov.)

FONDS À FORMULE

FCP à capital garanti à l'échéance	
Mise en oeuvre de la garantie de capital à 100 %	
Retenue des frais de souscription et des frais de gestion	comm. 142 (mai)
Pratique commerciale trompeuse	comm. 142 (mai)

FONDS COMMUN DE PLACEMENT D'ENTREPRISE (FCPE)

Plan d'épargne d'entreprise (PEE)	
Cessation des activités du salarié	comm. 257 (nov.)

FUSION

Conflits d'intérêts	
Expertise indépendante	comm. 40 (janv.)

G

GAGE

Modification du contenu du gage	
Substitution en période suspecte	comm. 245 (nov.)

GAGE SANS DÉPOSSESSION

Avenant portée	
Substitution du bien	
Fongibilité	comm. 242 (nov.)
Gage sur stocks	
Option (non)	comm. 22 (janv.)

GAGE SUR STOCKS

Dépossession	
Droit de rétention	

Pacte commissaire	étude 5 (janv.)
-------------------	-----------------

Gage avec dépossession

Gage de droit commun	comm. 124 (mai)
----------------------	-----------------

Gage de droit commun

Choix	
Pacte commissaire	comm. 21 (janv.)
Ordonnance	comm. 71 (mars)

Gage sans dépossession

Loi Macron	étude 5 (janv.)
------------	-----------------

Réforme

Constitution	
Effets	étude 20 (juill.)

Régime

Unification	étude 15 (mai)
-------------	----------------

GARANTIE À PREMIÈRE DEMANDE

Garantie autonome

Appel de la garantie	comm. 164 (juill.)
----------------------	--------------------

GARANTIE AUTONOME

Garantie à première demande

Contrat de base	comm. 162 (juill.)
	comm. 163 (juill.)

GARANTIES FINANCIÈRES

Marchés publics

Portée du caractère autonome	comm. 73 (mars)
------------------------------	-----------------

GESTION COLLECTIVE

Classification AMF des OPC

Notion	
Suppression	comm. 179 (juill.)

Investissement socialement responsable

Label	alerte 3 (janv.)
Recommandations AMF	comm. 44 (janv.)

Société de gestion

Affectation prévisionnelle des ordres	
Obligations	comm. 43 (janv.)
Manquements	
Sanctions	comm. 43 (janv.)
Protection des investisseurs	comm. 43 (janv.)

GESTION D'ACTIFS

Place de Paris

Attractivité	alerte 84 (nov.)
--------------	------------------

GOVERNEMENT D'ENTREPRISE

Assemblée générale

Consultation	comm. 137 (mai)
--------------	-----------------

Cessions d'actifs significatifs

Actionnaires	
Vote	comm. 137 (mai)

Code AFEP-MEDEF

Assemblée générale	comm. 137 (mai)
--------------------	-----------------

Consultation	comm. 139 (mai)
--------------	-----------------

Consultation publique	alerte 42 (mai)
-----------------------	-----------------

Guide d'application	
Modification	comm. 140 (mai)

Haut comité de gouvernement d'entreprise	
--	--

Rapport d'activité	
--------------------	--

Code AFEP-MEDEF	comm. 138 (mai)
-----------------	-----------------

Say on pay	
------------	--

Avis négatif	
--------------	--

Conséquences	comm. 139 (mai)
--------------	-----------------

H

HYPOTHÈQUE

Procuration

Forme authentique	
Procuration établie à l'étranger	comm. 166 (juill.)

Procuration établie à l'étranger

Acte authentique	comm. 214 (sept.)
------------------	-------------------

I

INDIVISIBILITÉ DES CONTRATS

Assurance-vie

Contrat de prêt	comm. 247 (nov.)
-----------------	------------------

INFORMATION FINANCIÈRE

Contrôle interne

Groupe de travail.....	comm. 136 (mai)
Qualité	
ESMA	
Principes	
Objectifs.....	comm. 47 (janv.)

futures.....	comm. 146 (mai)
--------------	-----------------

L

INFORMATION PRIVILÉGIÉE

Détention	
Preuve	
Faisceau d'indices.....	comm. 94 (mars)
Information précise	
Situation financière dégradée.....	comm. 183 (juill.)
Surenchère.....	comm. 182 (juill.)
Présomption d'utilisation induite	
Absence de motif impérieux.....	comm. 183 (juill.)

INFORMATIONS RÉGLEMENTÉES

Accès	
PAEE.....	comm. 262 (nov.)

INJONCTION DE PAYER EUROPÉENNE

Opposition	
Circonstances exceptionnelles.....	comm. 77 (mars)

INSAISSABILITÉ

Titulaire sûreté réelle	
Droit d'agir	
Procédure.....	comm. 125 (mai)

INSTRUMENT DE PAIEMENT

Monnaies alternatives.....	étude 41 (nov.)
Monnaies électroniques.....	dossier 38 (nov.)
Monnaies locales complémentaires.....	étude 39 (nov.)
Monnaies locales complémentaires.....	étude 40 (nov.)

INSTRUMENTS DÉRIVÉS

Contrats fermes	
Options	
Matières premières.....	comm. 48 (janv.)

INSTRUMENTS FINANCIERS

Directive MIF I	
Services d'investissement.....	comm. 99 (mars)
Opération de change liée à un prêt	
Contrat à terme	
Négociation pour compte propre.....	comm. 99 (mars)

INTÉRÊTS LÉGAUX

Majoration	
Titre exécutoire	
Certificat de non-paiement.....	comm. 78 (mars)

INTERMÉDIAIRES

Gouvernance	
Transparence-incitations financière.....	comm. 135 (mai)
Frais de recherche	
.....	comm. 135 (mai)

INTERMÉDIAIRES-OBLIGATIONS-SAUVEGARDE INSTRUMENTS FINANCIERS

Producteurs	
Distributeurs.....	comm. 135 (mai)

J

JUGEMENT ÉTRANGER

Intérêts moratoires	
Point de départ	
Exequatur.....	comm. 34 (janv.)

K

KEY INFORMATION DOCUMENTS FOR PACKAGED RETAIL AND INSURANCE-BASED INVESTMENT PRODUCTS (PRIIPS)

Document d'informations clés (DIC)	
Performances passées	
Scénarios de performances	

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Clôture pour insuffisance d'actif	
Reprise des poursuites par la caution.....	comm. 254 (nov.)

LIVRE VERT

Services financiers de détail	
Consultation.....	comm. 37 (janv.)
Plan d'action.....	comm. 37 (janv.)

LOCATION DE COMPARTIMENT DE COFFRE-FORT

Obligation de contrôle par la banque de l'accès au compartiment de coffre-fort	
Nature juridique de cette obligation.....	comm. 102 (mai)

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Agence française anticorruption	
Conformité	
Pratiques transactionnelles.....	étude 32 (nov.)

M

MANIPULATION DE COURS (NON)

Diffusion de fausses informations (non)	
Contentieux à l'égard d'une société cotée.....	comm. 260 (nov.)

MANIPULATIONS DE MARCHÉ

STOR	
Recommandations d'investissement	
Programmes de rachat d'actions.....	comm. 219 (sept.)

MANQUEMENT D'INITIÉ

Informations privilégiées	
Communication	
Utilisation.....	comm. 94 (mars)

MARCHÉS FINANCIERS

MIFID	
Transposition.....	alerte 53 (juill.)
MIFiR	
Financement de la recherche	
Consultation.....	alerte 65 (sept.)
Trading algorithmique	
.....	dossier 23 (juill.)
.....	étude 30 (juill.)
Définition.....	étude 24 (juill.)

MÉDIATEUR AMF

Rapport 2015	
.....	alerte 37 (mai)

MESURES CONSERVATOIRES

Inscription d'hypothèque provisoire	
Menaces sur le recouvrement	
Cautionnement.....	comm. 206 (sept.)
Liquidation judiciaire	
Inscription provisoire	
Inscription définitive.....	comm. 170 (juill.)
Navire	
Société fictive	
Mainlevée.....	comm. 207 (sept.)
Territorialité	
Juge français.....	comm. 79 (mars)

MONOPOLE BANCAIRE

Prêt inter-entreprises	
Accès au crédit.....	alerte 1 (janv.)
.....	repère 3 (mai)

N

NORME PROFESSIONNELLE

FBF	
Bon usage	
Mobilité bancaire.....	comm. 189 (sept.)
Préconisation	
Financement à court terme	

	Tarification.....	comm. 190 (sept.)		Responsabilité.....	comm. 100 (mars)
NOTION DE CONSOMMATEUR				Statut.....	comm. 100 (mars)
Crédit immobilier			Souscription		
Emprunteur personne morale.....	comm. 236 (nov.)		Obligation d'information.....	comm. 215 (sept.)	
NULLITÉS					
Nullités de droit			P		
Sûreté constituée en garantie d'une dette antérieure			PERSONNES PUBLIQUES		
Substitution de sûretés.....	comm. 256 (nov.)		Conclusion d'un prêt		
Nullités facultatives	comm. 178 (juill.)		Collectivité territoriale		
			Conclusion d'un prêt.....	alerte 40 (mai)	
O			Limitation des produits susceptibles d'être souscrits.....	comm. 61 (mars)	
OBLIGATION DE MISE EN GARDE			Conclusion d'un swap		
Produits d'investissement			Absence de mise en garde		
Client averti.....	comm. 27 (janv.)		Produit complexe jamais souscrit auparavant.....	comm. 60 (mars)	
	comm. 76 (mars)		Opérateur averti		
OFFRE PUBLIQUE			Conclusion antérieure de plusieurs swaps.....	comm. 12 (janv.)	
Offre publique de retrait			Conclusion d'une vente de produit structuré		
Contrôle de fait.....	comm. 40 (janv.)		Obligation de mise en garde		
Offre publique obligatoire			Emprunteur averti.....	comm. 240 (nov.)	
Décision de conformité					
Recours.....	comm. 41 (janv.)		PLAN DE CESSION		
Offres publiques d'échange			Prêt		
Décision de non-conformité.....	comm. 42 (janv.)		Cautionnement		
			Novation.....	comm. 88 (mars)	
OFFRE PUBLIQUE OBLIGATOIRE			PRATIQUE COMMERCIALE		
Droits d'acquisition d'actions			Banque		
Prix de l'offre			Campagne publicitaire		
Impartialité de l'AMF.....	comm. 41 (janv.)		Souscription d'un compte épargne.....	comm. 50 (mars)	
Revue des contrats			PRESCRIPTION		
Principe du libre jeu des offres et des surenchères.....	comm. 41 (janv.)		Point de départ.....	comm. 160 (juill.)	
			PRESTATAIRES DE SERVICES D'INVESTISSEMENT		
OPC			Agrément		
Classification			Conflits d'intérêt		
Notion.....	comm. 179 (juill.)		Contracts for differences.....	comm. 185 (juill.)	
Information				comm. 263 (nov.)	
Cohérence de la publicité			Autres produits spéculatifs		
Conflits d'intérêts.....	comm. 258 (nov.)		Investisseurs non professionnels.....	comm. 263 (nov.)	
			Trading algorithmique		
OPC-FCPI			Dispositifs de contrôles.....	étude 26 (juill.)	
Prorogation du fonds			PRÊT		
Rachat de parts.....	comm. 258 (nov.)		Hydrocarbures		
			Garanties.....	étude 3 (janv.)	
OPCVM			PRÊT CONSENTI À UN NON-CONSOMMATEUR OU PROFESSIONNEL		
Commercialisateur de parts ou d'actions			Souscription des parts sociales		
Obligation de mise en garde.....	comm. 92 (mars)		Taux effectif global		
FCP à capital garanti			Liberté d'établissement et de prestation de services		
Investisseurs particuliers			Principe de proportionnalité.....	comm. 103 (mai)	
Rachat anticipé de parts.....	comm. 180 (juill.)		PRÊT IMMOBILIER		
Perte de la garantie de capital			Chèque de banque.....	comm. 223 (nov.)	
Obligation d'informer les investisseurs			PRINCIPE NE BIS IN IDEM		
Service d'investissement			Conformité		
RTO.....	comm. 180 (juill.)		Procédures complémentaires		
			Sanctions fiscale.....	comm. 259 (nov.)	
OPÉRATIONS DE BANQUE RÉALISÉES POUR PARTIE EN FRANCE			PROCÉDURE ADMINISTRATIVE CONTENTIEUSE		
Complicité d'exercice illégal de la profession de banquier			Recevabilité des recours		
Champ d'application dans l'espace du monopole bancaire			Acte susceptible de recours pour excès de pouvoir		
Territorialité.....	comm. 1 (janv.)		Droit souple.....	comm. 186 (sept.)	
			PROCÉDURES COLLECTIVES		
OPÉRATIONS DE CRÉDIT			Contrat de prêt		
Cession de créances			Plan de cession		
Modèle OTD.....	alerte 36 (mai)		Sort de la caution.....	comm. 67 (mars)	
Évolution	alerte 22 (mars)		Hypothèque		
OPÉRATIONS D'INITIÉS					
Cumul de sanctions					
QPC					
Validité.....	comm. 96 (mars)				
ORGANISME DE PLACEMENT COLLECTIF					
Dépositaires					
Obligations					

Fiducie-sûreté	
Usufruit.....	étude 31 (nov.)
Sauvegarde financière accélérée	
Comité des créanciers	
Accord de subordination	
Cession de créances.....	étude 26 (sept.)

PRODUITS FINANCIERS

Placement en ligne	
Protection des investisseurs.....	repère 2 (mars)
.....	étude 6 (janv.)

PROMESSE D'APPORT DE TITRES À L'OFFRE

Titres de capital et titres donnant accès au capital	
BSAAR	
Offre de titres au public.....	comm. 42 (janv.)

PROMESSE D'HYPOTHÈQUE

Exigence de bonne foi	
Clause de déchéance du terme.....	comm. 165 (juill.)

PROSPECTUS

État tiers	
Israël	
Équivalence des législations.....	comm. 101 (mars)

PROTECTION DE LA CLIENTÈLE

Instruction	
Questionnaire	
Contrôle interne.....	comm. 105 (mai)

PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Règlement européen	alerte 60 (juill.)
Nouveau dispositif.....	étude 18 (juill.)

PROTECTION DES INVESTISSEURS

Bonnes pratiques	
Recommandations pour les autorités.....	comm. 49 (janv.)

R

RECOURS

Jugement	
Appel	
Pourvoi.....	comm. 85 (mars)

RÉFORME DU DROIT DES CONTRATS

Contrats de cession	
Contrats de garantie de passif	
Contrats annexes.....	étude 19 (juill.)
Droits des sûretés	
Incidences.....	comm. 72 (mars)
Opérations de fusion-acquisition	
Régime général des obligations	
Négociation précontractuelle.....	étude 19 (juill.)
Solidarité passive	étude 9 (mars)

RÉFORME DU DROIT DES OBLIGATIONS

Prêt substitutif	
Novation	
Subrogation.....	étude 13 (mai)

RÈGLEMENT MIF

Règlement délégué	
Fourniture des données.....	comm. 221 (sept.)
Liquidité du marché	
Évaluation.....	comm. 221 (sept.)
Transparence.....	comm. 221 (sept.)

RÈGLEMENT PRIIPS

Recommandation du CCSF	alerte 78 (nov.)
-------------------------------------	------------------

REGROUPEMENT DE CRÉDIT

Obligation du débiteur	
Interdiction de souscrire de nouveaux crédit	
Clause abusive (oui).....	comm. 11 (janv.)

RÉMUNÉRATION DU BANQUIER

ABE	
Orientations.....	comm. 106 (mai)

RENOI PRÉJUDICIEL

Directive 94/19/CE du 30 mai 1994, Annexe I, point 7	
Système de garantie des dépôts	
Exclusion de certains déposants du système de garantie des dépôts	
Exclusion des dirigeants et administrateurs.....	comm. 3 (janv.)
Directives 94/19/CE du 30 mai 1994 et 97/9/CE du 3 mars 1997	
Système de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs.....	comm. 4 (janv.)

REPRÉSENTATION

Contrats bilatéraux	
Contrats Multilatéraux	
Réforme du droit des contrats.....	repère 6 (nov.)

RESERVE BASED LENDING..... étude 3 (janv.)

RÉSOLUTION

Plans de redressement	
Infrastructures financières.....	repère 1 (janv.)

RESPONSABILITÉ CIVILE DU BANQUIER

Banquier dispensateur de crédit	
Faute de la banque	
Préjudice collectif des créanciers.....	comm. 154 (juill.)
Liquidation judiciaire de la société	
Qualité pour agir	
Corrélation entre la faute de la banque et le préjudice de la société (oui).....	comm. 154 (juill.)

RESPONSABILITÉ DU BANQUIER

Banquier dispensateur de crédit	
Soutien abusif.....	comm. 153 (juill.)
Chèque falsifié	
Vérification formelle.....	comm. 222 (nov.)

RESTRUCTURATION

Désinvestissement	
Cessions d'actifs	
Scission.....	étude 25 (sept.)

RETRAIT OBLIGATOIRE

Action de concert	
Concert de circonstance.....	repère 3 (mai)

RETRAITES « CHAPEAU »

Loi Macron	repère 2 (mars)
-------------------------	-----------------

REVENDEICATION

Délai	
Acquiescement	
Contrat en cours.....	comm. 86 (mars)
Forclusion	
Sanction	
Inopposabilité.....	comm. 87 (mars)

S

SAISIE IMMOBILIÈRE..... comm. 17 (janv.)

Caducité	
Effets.....	comm. 172 (juill.)
Commandement	
Caducité	
Bail.....	comm. 128 (mai)
Commandement de payer	
Créance libellée en monnaie étrangère	
Compétence du juge de l'exécution.....	comm. 208 (sept.)
Second commandement	
Effets.....	comm. 250 (nov.)
Tiers détenteur	
Prescription.....	comm. 209 (sept.)

Computation des délais		
Prescription.....	comm. 130	(mai)
Contestations		
Arrêt des poursuites immobilières		
<i>Sauvegarde</i>	comm. 29	(janv.)
Juge de l'exécution		
Compétence demande en paiement.....	comm. 30	(janv.)
Jugement d'orientation		
Notification		
<i>Omission d'une mention</i>	comm. 31	(janv.)
Liquidation judiciaire		
Divorce		
<i>Bien commun</i>	comm. 249	(nov.)
Réitération des enchères		
Surenchère.....	comm. 80	(mars)
Vente amiable		
Demande orale.....	comm. 129	(mai)
Pouvoirs du juge		
<i>Intervention d'un tiers</i>	comm. 171	(juill.)
SAISIE-ATTRIBUTION		
Administrateur judiciaire		
Acte d'administration.....	comm. 210	(sept.)
Compensation		
Mainlevée.....	comm. 252	(nov.)
Intérêts		
Pouvoirs du juge.....	comm. 133	(mai)
Obligation de déclaration du banquier		
Chèque sans provision		
<i>Responsabilité</i>	comm. 134	(mai)
SAISIE-REVICENDICATION		
Navire		
Mesure d'exécution.....	comm. 81	(mars)
SANCTION		
COB		
Relèvement		
<i>Recours</i>	comm. 193	(sept.)
SAUVEGARDE FINANCIÈRE ACCÉLÉRÉE		
Conditions d'ouverture		
Procédure de conciliation en cours		
<i>Absence de cessation des paiements</i>	comm. 212	(sept.)
SECRET BANCAIRE		
Extraterritorialité		
Droit fondamental.....	repère 4	(juill.)
SERVICES DE PAIEMENT		
Données de carte		
Paiement par carte bancaire		
<i>Contestation</i>		
<i>Prélèvement</i>		
<i>Protection du porteur</i>	alerte 77	(nov.)
Harmonisation		
Directive DSP 2.....	étude 17	(mai)
.....	comm. 91	(mars)
Terminal de paiement électronique		
Contrat de location.....	comm. 228	(nov.)
SERVICES FINANCIERS		
Réforme du secteur bancaire	alerte 81	(nov.)
SHADOWBANKING		
Système bancaire parallèle		
Opérations de financement sur titres.....	comm. 97	(mars)
SOCIÉTÉ DE GESTION		
Mandat de gestion de portefeuille		
Souscription d'OPC « maison » pour le compte du client		
<i>Manquements à l'obligation d'information précontractuelle</i>	comm. 93	(mars)
<i>Manquements dans la gestion collective</i>	comm. 93	(mars)
OPCVM/FIA		
Pré commercialisation		
<i>Régime</i>	alerte 55	(juill.)
SOCIÉTÉ DE GESTION DE PORTEFEUILLE		
Délégation de gestion financière		
Validité.....	comm. 143	(mai)
Obligation de se renseigner		
Obligation de conseil _ Obligation de mise en garde.....	comm. 258	(nov.)
Procédures comptables		
Absence de contrôle du dispositif comptable		
<i>Insuffisance de traitement d'une réclamation</i>		
<i>Mission incombant au dirigeant effectif</i>	comm. 216	(sept.)
Rémunération		
Rétrocession de frais de gestion.....	comm. 143	(mai)
Responsabilité civile		
OPC		
<i>Perte de chance</i>	comm. 258	(nov.)
SOCIÉTÉS		
Contrôle interne		
Rapport des présidents		
<i>Consultation AMF</i>	alerte 24	(mars)
RSE		
Gouvernement d'entreprises.....	alerte 82	(nov.)
SOLIDARITÉ PASSIVE		
Cautionnement		
Réforme du régime général des obligations		
<i>Ordonnance du 10 février 2016</i>	étude 9	(mars)
SOURCES		
Droit souple		
Recours.....	comm. 235	(nov.)
Recours en excès de pouvoir		
<i>Procédure</i>	comm. 194	(sept.)
Recours pour excès de pouvoir		
<i>Procédure</i>	comm. 234	(nov.)
SPECIAL PURPOSE ACQUISITION COMPANIES		
Fond d'investissement coté		
Mediawan.....	repère 4	(juill.)
Montage financier		
Fonctionnement.....	étude 10	(mars)
SUCCESSION D'ÉTATS		
Principe de territorialité		
Dettes locales		
<i>Yougoslavie</i>	étude 7	(mars)
SURENDETTEMENT		
Commission de surendettement		
Activité professionnelle		
<i>Irrecevabilité</i>	comm. 173	(juill.)
Demande de rétablissement personnel		
Conditions		
<i>Règlement sur les procédures d'insolvabilité</i>	comm. 132	(mai)
Examen de la demande		
Recevabilité		
<i>Interruption du délai de prescription</i>	comm. 131	(mai)
Moratoire		
Bonne foi		
<i>Recherche d'un emploi</i>	comm. 84	(mars)
Recevabilité		
Saisie immobilière		
<i>Report d'adjudication</i>	comm. 82	(mars)
Recevabilité partielle		
Bonne foi		
<i>Exclusion d'une dette</i>	comm. 32	(janv.)
Saisie immobilière		
Demande de report d'adjudication		
<i>Voies de recours</i>	comm. 83	(mars)
SÛRETÉ RÉELLE		
Antichrèse		
Gage immobilier		
<i>Réalisation</i>	étude 31	(nov.)
Droit argentin	étude 7	(janv.)
Hypothèque unique	étude 12	(mars)
.....	étude 13	(mars)
.....	étude 15	(mars)
Opposabilité.....	étude 14	(mars)

Procédures collectives.....	étude 16 (mars)
Procédures collectives	
Nantissement de compte	
<i>Holding</i>	
<i>forum shopping</i>	étude 26 (sept.)

SÛRETÉ RÉELLE POUR AUTRUI

Bénéfice de discussion	
Bénéfice de division.....	comm. 20 (janv.)

SÛRETÉS

Droit belge	
Droit économique.....	étude 10 (mars)
Droit espagnol	étude 8 (janv.)
Droit québécois	étude 6 (janv.)
Harmonisation internationale	étude 11 (mars)
Réforme	dossier 1 (janv.)
	dossier 9 (mars)
<i>Methodologie</i>	étude 2 (janv.)
Sûretés personnelles alternatives	étude 4 (janv.)

SÛRETÉS PERSONNELLES

Cautionnement	
Efficacité internationale.....	étude 5 (janv.)
Régime primaire	étude 3 (janv.)
Règles spéciales	
Garant personne physique	
<i>Engagement sans fins profession-</i>	
<i>nnelles</i>	étude 3 (janv.)

SYSTÈME FINANCIER

AES	
Risques et vulnérabilités	
<i>Rapport</i>	alerte 86 (nov.)

T

TAEG

Activité professionnelle non commerciale	
Inapplicabilité.....	comm. 53 (mars)
Affacturage	
Mention	
<i>Défait</i>	comm. 150 (juill.)
Caractère erroné	
Erreurs décelables.....	comm. 149 (juill.)
Coût de réaménagement du prêt	
Nature.....	comm. 151 (juill.)
Intérêt conventionnel	
Action en nullité	
<i>Prescription</i>	comm. 149 (juill.)
Nullité	
<i>Substitution du taux légal</i>	comm. 152 (juill.)
Taux variable	
Calcul.....	comm. 224 (nov.)

TITRE EXÉCUTOIRE

Débiteur défaillant	
Prescription biennale.....	comm. 248 (nov.)
Jugement étranger	
Prescription	
<i>Point de départ</i>	comm. 33 (janv.)
Prescription décennale	
Arriérés	
<i>Prescription quinquennale</i>	comm. 174 (juill.)

TITRES DE CRÉANCE NÉGOCIABLES

Instruments financiers au sens de la directive 2004/39/CE	
Exclusion de la garantie des dépôts espèces	

<i>Effet direct de la directive</i>	comm. 4 (janv.)
---	-----------------

TITRISATION

STS	
Transparence	
<i>Diligence</i>	comm. 98 (mars)

TRADING À HAUTE FRÉQUENCE

Entreprise de marché	
Obligations professionnelles	
<i>Manquement</i>	comm. 45 (janv.)

TRADING ALGORITHMIQUE

Encadrement	dossier 23 (juill.)
	étude 30 (juill.)
Moyens.....	étude 27 (juill.)
	étude 29 (juill.)

Réglementation	
PSI	
<i>Conséquences</i>	étude 26 (juill.)

Régulateur	
Rôle.....	étude 24 (juill.)
Risque systémique	étude 24 (juill.)

Trading Haute Fréquence	
Manipulation de marché	
<i>Services d'investissement</i>	étude 25 (juill.)
	étude 28 (juill.)
Régulation.....	étude 27 (juill.)

Utilité	
Risques.....	étude 29 (juill.)

TRANSFERT DE CAPITAUX À L'ÉTRANGER SANS DÉCLARATION

Chèques barrés et portant la mention « non endossables sauf au profit d'une banque » émis en France	
Endossement en blanc par le bénéficiaire des chèques tirés en France au profit de banques luxembourgeoises	
<i>Obligation déclarative</i>	comm. 188 (sept.)
Infraction cambiaire	
Amende fiscale.....	comm. 188 (sept.)

TRANSPARENCE

Réutilisation	
Financement sur titres	
<i>Référentiel central</i>	comm. 97 (mars)

TRIBUNAL DES CONFLITS

Décision	
Communiqués	
<i>Juridiction administrative</i>	comm. 46 (janv.)

U

UMC

Commission européenne	
Plan d'action.....	alerte 79 (nov.)
Fonds d'investissement	
Distribution.....	alerte 85 (nov.)

W

WARRANTS

Assiette	
Choses futures.....	comm. 23 (janv.)

2015

Mai

- dir. n° 2015/849/UE, **20 mai 2015** : JOUE n° L 141, 5 juin 2015 (*Blanchiment*) **comm. 38 (janv.)**
- règl. (UE) n° 2015/847, **20 mai 2015**, sur les informations accompagnant les transferts de fonds (*Blanchiment*) **comm. 38 (janv.)**

Novembre

- D. n° 2015-1432, **5 nov. 2015** : JO 7 nov. 2015, p. 20816 (*Droit bancaire*) **alerte 5 (janv.)**
- dir. n° 2015/23696, **25 nov. 2015** : JOUE n° L 337, 23 déc. 2015, p. 35 (*Services de paiement*) **comm. 91 (mars)**
- règl. (UE) n° 2015/2365, **25 nov. 2015**, relatif à la transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation : JOUE n° L 337, 23 déc. 2015, p. 1 (*Opérations sur titres*) **comm. 97 (mars)**

Décembre

- Ord. n° 2015-1576, **3 déc. 2015** (*Directive Transparence révisée*) **alerte 4 (janv.)**
- règl. n° 15039/15, **15 déc. 2015**, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (règlement général sur la protection des données) (*Données personnelles*) **comm. 36 (janv.)**

2016

Janvier

- D. n° 2016-10, **8 janv. 2016** (*Gestion collective*) **alerte 3 (janv.)**
- dir. n° 2016/97, **20 janv. 2016**, sur la distribution d'assurances : JOUE n° L 26, 2 févr. 2016, p. 19 (*Intermédiation en assurances*) **comm. 89 (mars)**
- dir. n° 2016/97, **20 janv. 2016**, sur la distribution d'assurances (refonte) : JOUE n° L 26, 2 févr. 2016 (*Droit bancaire*) **alerte 31 (mars)**
- L. n° 2016-41, **26 janv. 2016**, de modernisation de notre système de santé : JO 27 janv. 2016 (*Prêt*) **comm. 61 (mars)**
- Ord. n° 2016-56, **29 janv. 2016**, relative au gage des stocks (*Gage sur stocks*) **comm. 71 (mars)**
- D. n° 2016-73, **29 janv. 2016** : JO 31 janv. 2016 (*Droit bancaire*) **alerte 23 (mars)**

Février

- Ord. n° 2016-131, **10 févr. 2016**, portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations (*Gage sur stocks*) **comm. 72 (mars)**
- Comm. UE, règl. délégué (UE) n° 2016/908, **26 févr. 2016**, complétant le règlement (UE) n° 596/2014 du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation sur les critères, la procédure et les exigences concernant l'instauration d'une pratique de marché admise et les exigences niées à son maintien, à sa suppression ou à la modification de ses conditions d'admission (*Abus de marché*) **comm. 219 (sept.)**

Mars

- Comm. UE, règl. délégué (UE) n° 2016/909, **1^{er} mars 2016**, complétant le règlement (UE) n° 596/2014 du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation concernant le contenu des notifications à adresser aux autorités compétentes et la compilation, la publication et la tenue de la liste de ces notifications : JOUE n° L 153, 10 juin 2016, p. 3 (*Abus de marché*) **comm. 219 (sept.)**
- Comm. UE, règl. délégué (UE) n° 2016/1052, **8 mars 2016**, complétant le règlement (UE) n° 596/2014 du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation concernant les conditions applicables aux programmes de rachat et aux mesures de stabilisation : JOUE n° L 173, 30 juin 2016, p. 34 (*Abus de marché*) **comm. 219 (sept.)**
- Comm. UE, règl. délégué (UE) n° 2016/957, **9 mars 2016**, complétant le règlement (UE) n° 596/2014 du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation concernant les mesures, systèmes et procédures adéquats et les modèles de notification à utiliser pour prévenir, détecter et déclarer les pratiques abusives ou les ordres ou transactions suspects : JOUE n° L 160, 17 juin 2016, p. 1 (*Abus de marché*) **comm. 219 (sept.)**
- Comm. UE, règl. délégué (UE) n° 2016/958, **9 mars 2016**, complétant le règlement (UE) n° 596/2014 du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation définissant les modalités techniques de présentation objective de recommandations d'investissement ou d'autres informations recommandant ou suggérant une stratégie d'investissement et la communication d'intérêts particuliers ou de l'existence de conflits d'intérêts : JOUE n° L 160, 17 juin 2016, p. 15 (*Abus de marché*) **comm. 219 (sept.)**
- Comm. UE, règl. d'exécution (UE) n° 2016/523, **10 mars 2016**, définissant les normes techniques d'exécution relatives au format et au modèle de notification et de publication des transactions effectuées par les personnes exerçant des responsabilités dirigeantes, conformément au règlement (UE) n° 596/2014 du Parlement européen et du Conseil : JOUE n° L 88, 5 avr. 2016, p. 19 (*Abus de marché*) **comm. 219 (sept.)**
- Comm. UE, règl. d'exécution (UE) n° 2016/378, **11 mars 2016**, définissant des normes techniques d'exécution concernant la date, le format et le modèle de présentation des notifications à adresser aux autorités compétentes conformément au règlement (UE) n° 596/2014 du Parlement européen et du Conseil : JOUE n° L 72, 17 mars 2016, p. 1 (*Abus de marché*) **comm. 219 (sept.)**
- Ord. n° 2016-301, **14 mars 2016**, relative à la partie législative du code de la consommation : JO 16 mars 2016 (*Droit de la consommation*) **comm. 116 (mai)**
- Ord. n° 2016-312, **17 mars 2016**, modifiant le cadre juridique de la gestion d'actifs : JO 18 mars 2016 (*Gestion collective*) **comm. 141 (mai)**
- Avril**
- dir. n° COM (2016) 2031 final, **7 avr. 2016**, complétant la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la sauvegarde des instruments financiers et des fonds des clients, les obligations applicables en matière de gouvernance des produits et les règles régissant l'octroi ou la perception de droits, de commissions ou de tout autre avantage pécuniaire ou non pécuniaire (*MIFID II*) **comm. 135 (mai)**

Comm. UE, règl. délégué n° C(2016) 2398 final, **25 avr. 2016**, complétant la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences organisationnelles et les conditions d'exercice applicables aux entreprises d'investissement et la définition de certains termes aux fins de ladite directive (*Droit communautaire*) **comm. 220 (sept.)**

Mai

Comm. UE, règl. d'exécution (UE) n° 2016/959, **17 mai 2016**, définissant les normes techniques d'exécution pour les sondages de marché en ce qui concerne les systèmes et les modèles de notification à utiliser par les participants au marché communicants et le format des enregistrements conformément au règlement (UE) n° 596/2014 du Parlement européen et du Conseil : JOUE n° L 160, 17 juin 2016, p. 23 (*Abus de marché*) **comm. 219 (sept.)**

Comm. UE, règl. délégué (UE) n° 2016/960, **17 mai 2016**, complétant le règlement (UE) n° 596/2014 du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation en ce qui concerne les mesures, systèmes et procédures adéquats applicables aux participants au marché communicants réalisant des sondages de marché : JOUE n° L 160, 17 juin 2016, p. 29 (*Abus de marché*) **comm. 219 (sept.)**
 règl. n° 2016/1437, **19 mai 2016** (*Droit communautaire*) ... **comm. 262 (nov.)**

Juin

D. n° 2016-799, **16 juin 2016** (*Financement participatif*) **alerte 52 (juill.)**

L. n° 2016-819, **21 juin 2016**, réformant le système de répression des abus de marché : JO 22 juin 2016 (*Abus de marché*) **comm. 217 (sept.)**

Ord. n° 2016-827, **23 juin 2016** (*Marchés financiers*) **alerte 53 (juill.)**

Comm. UE, règl. d'exécution (UE) n° 2016/1055, **29 juin 2016**, établissant les normes techniques d'exécution relatives aux modalités techniques de publication et de report des informations privilégiées conformément au règlement (UE) n° 596/2014 du Parlement européen et du Conseil : JOUE n° L 173, 30 juin 2016, p. 47 (*Abus de marché*) **comm. 219 (sept.)**

Octobre

L. n° 2016-1321, **7 oct. 2016** : JO 8 oct. 2016 (*Nouvelles technologies*) **comm. 204 (sept.)**

D. n° 2016-1453, **28 oct. 2016**, relatif aux titres et aux prêts proposés dans le cadre du financement participatif (*Financement participatif*) **alerte 83 (nov.)**

2015

Mai

Cass. com., **19 mai 2015**, n° 13-25.312 et n° 13-26.586 (Procédures collectives) **comm. 35 (janv.)**

Juin

Cass. crim., **17 juin 2015**, n° 14-80.977, M. Radu X. : JurisData n° 2015-014649 (Exercice illégal de la profession de banquier) **comm. 2 (janv.)**

CJUE, 2^e ch., **25 juin 2015**, n° C-671/13, Indeliu ir investiciju draudimas et Nemaniunas (Garantie des dépôts) **comm. 4 (janv.)**

Juillet

Cass. crim., **8 juill. 2015**, n° 13-88.557, M. Michel X. : JurisData n° 2015-017013 (Complicité d'exercice illégal de la profession de banquier) **comm. 1 (janv.)**

Septembre

CJUE, 2^e ch., **2 sept. 2015**, n° C-127/14, Surmacs (Garantie des dépôts) **comm. 3 (janv.)**

Cass. 1^{re} civ., **10 sept. 2015**, n° 14-13.658, Groupe SOFEMO c/ Ludovic N. : JurisData n° 2015-020091 (Crédit et énergie renouvelable) **comm. 9 (janv.)**

Cass. 1^{re} civ., **16 sept. 2015**, n° 14-10.373 : JurisData n° 2015-020553 (Droit international des sûretés) **comm. 39 (janv.)**

Cass. 1^{re} civ., **16 sept. 2015**, n° 14-10.373 : JurisData n° 2015-020553 (Cautionnement) **comm. 66 (mars)**

Cass. com., **22 sept. 2015**, n° 14-17.901, Cts X. c/ M^{me} Y. et Caisse régionale de Crédit agricole mutuel de Paris Ile-de-France : JurisData n° 2015-021015 (Chèque) **comm. 51 (mars)**

Cass. com., **22 sept. 2015**, n° 14-17.023, Sté Le Capricorne 14 c/ Banque populaire Rives de Paris : JurisData n° 2015-021130 (Rupture de crédit) **comm. 56 (mars)**

Cass. 2^e civ., **24 sept. 2015**, n° 14-14.977 et n° 14-14.978 : JurisData n° 2015-021128 (Astreinte) **comm. 28 (janv.)**

Cass. 1^{re} civ., **30 sept. 2015**, n° 14-20.277, BFCOI c/ Rivière : JurisData n° 2015-021705 (Prescription biennale) **comm. 6 (janv.)**

Cass. 1^{re} civ., **30 sept. 2015**, n° 14-18.854 : JurisData n° 2015-021590 (Assurance de groupe) **comm. 25 (janv.)**

Octobre

Cass. com., **13 oct. 2015**, n° 14-19.734 : JurisData n° 2015-022385 (Cautionnement) **comm. 16 (janv.)**

Cass. com., **13 oct. 2015**, n° 14-16.264 : JurisData n° 2015-022986 (Cautionnement) **comm. 18 (janv.)**

CE, ss-sect. 9 et 10 réunies, **14 oct. 2015**, n° 381173 : JurisData n° 2015-022860 (Recours) **comm. 109 (mai)**

Cass. 1^{re} civ., **14 oct. 2015**, n° 14-24.915, Benhaddad c/ SCI Issay immobilier : JurisData n° 2015-022920 (Crédit immobilier) **comm. 8 (janv.)**

Cass. 1^{re} civ., **14 oct. 2015**, n° 14-21.894, Gillon c/ SA Crédit du Nord : JurisData n° 2015-022711 (Crédit à la consommation) **comm. 10 (janv.)**

CA Rouen, ch. civ. 1, **14 oct. 2015**, n° 15/00811, SOULE et a. c/ SA SOFEMO et a. : JurisData n° 2015-024016 (Crédit et énergie renouvelable) **comm. 9 (janv.)**

Cass. 1^{re} civ., **15 oct. 2015**, n° 14-22.684 : JurisData n° 2015-022730 (Cautionnement) **comm. 17 (janv.)**

Cass. 2^e civ., **15 oct. 2015**, n° 14-22.395 : JurisData n° 2015-022713 (Surendettement) **comm. 32 (janv.)**

CJUE, 4^e ch., **22 oct. 2015**, n° C-245/14, Thomas Cook Belgium : JurisData n° 2015-023714 (Injonction de payer) **comm. 77 (mars)**

Cass. 1^{re} civ., **28 oct. 2015**, n° 14-23.267, Leydet c/ BNP Personal finance : JurisData n° 2015-023948 (Forclusion biennale) **comm. 5 (janv.)**

Cass. 1^{re} civ., **28 oct. 2015**, n° 14-16.322 et n° 14-25.328, Sté Groupe Sofemo c/ Martinez : JurisData n° 2015-024167 (Crédit et énergie renouvelable) **comm. 9 (janv.)**

Novembre

Cass. com., **3 nov. 2015**, n° 14-26.051 : JurisData n° 2015-024572 (Cautionnement) **comm. 19 (janv.)**

Cass. com., **3 nov. 2015**, n° 14-14.373 : JurisData n° 2015-024518 (Cession de créances professionnelles) **comm. 24 (janv.)**

Cass. com., **3 nov. 2015**, n° 14-14.373, Sté Dumez Méditerranée c/ Sté banque Delubac et C^{ie} : JurisData n° 2015-024518 (Cession de créances professionnelles) **comm. 55 (mars)**

Cass. 1^{re} civ., **4 nov. 2015**, n° 14-11.881 : JurisData n° 2015-024224 (Titre exécutoire) **comm. 33 (janv.)**

Cass. com., **10 nov. 2015**, n° 13-21.669 : JurisData n° 2015-025172 (Assurance-vie) **comm. 27 (janv.)**

TGI Paris, **10 nov. 2015**, n° 13/04996, Dpt Seine-Saint-Denis c/ SA Natixis : JurisData n° 2015-029929 (Conclusion) **comm. 12 (janv.)**

Cass. 1^{re} civ., **12 nov. 2015**, n° 14-25.787 : JurisData n° 2015-025160 (Délai de forclusion) **comm. 7 (janv.)**

Cass. 1^{re} civ., **12 nov. 2015**, n° 14-21.725 : JurisData n° 2015-025103 (Cautionnement) **comm. 13 (janv.)**
comm. 14 (janv.)

Cass. 1^{re} civ., **12 nov. 2015**, n° 14-23.106 : JurisData n° 2015-025201 (Warrant agricole) **comm. 23 (janv.)**

T. confl., **16 nov. 2015**, n° 4026, Sté Fairvesta International GmbH et a. c/ AMF : JurisData n° 2015-025779 (Communiqué de mise en garde de l'AMF) **comm. 46 (janv.)**

Cass. com., **17 nov. 2015**, n° 14-28.359 : JurisData n° 2015-025971 (Cautionnement) **comm. 15 (janv.)**

Cass. com., **17 nov. 2015**, n° 14-18.673 : JurisData n° 2015-025789 (Assurance-vie) **comm. 27 (janv.)**

Cass. com., **17 nov. 2015**, n° 14-18.345 : JurisData n° 2015-025767 (Saisie immobilière) **comm. 29 (janv.)**

Cass. com., **17 nov. 2015**, n° 14-18.880, M. X. c/ Sté Le Crédit lyonnais et a. (Procuration) **comm. 148 (juill.)**

Cass. 1^{re} civ., **19 nov. 2015**, n° 14-25.162 : JurisData n° 2015-025777 (Intérêts moratoires) **comm. 34 (janv.)**

Cass. 1^{re} civ., **25 nov. 2015**, n° 14-21.332 : JurisData n° 2015-026393 (Sûreté réelle pour autrui) **comm. 20 (janv.)**

Cass. 1^{re} civ., **25 nov. 2015**, n° 14-23.224, Sté Bois Hipel c/ X. et a. : JurisData n° 2015-026223 (TEG) **comm. 53 (mars)**

Décembre

Cass. com., **1^{er} déc. 2015**, n° 14-22.134 : JurisData n° 2015-027038 (Assurance de groupe) **comm. 26 (janv.)**

Cass. 1^{re} civ., **2 déc. 2015**, n° 14-25.147, P+B+I : JurisData n° 2015-026630 (Droit international des sûretés) **comm. 213 (sept.)**

CJUE, 4^e ch., **3 déc. 2015**, n° C-312/14, Banif Plus Bank Zrt c/ Marton et Martonné Lantos (Instruments financiers) **comm. 99 (mars)**

Cass. 2^e civ., **3 déc. 2015**, n° 13-28.177 : JurisData n° 2015-026998 (Saisie immobilière) **comm. 30 (janv.)**

Cass. 2^e civ., **3 déc. 2015**, n° 14-24.909 : JurisData n° 2015-026993 (Saisie immobilière) **comm. 31 (janv.)**

Cass. 2^e civ., **3 déc. 2015**, n° 14-20.390 : JurisData n° 2015-026996 (Surendettement) **comm. 83 (mars)**

AMF, déc. sanct., **4 déc. 2015**, Sté Federis Gestion d'actifs (Gestion collective) **comm. 43 (janv.)**

AMF, Commission des sanctions, plén., **4 déc. 2015**, Stés Euronext Paris SA et Virtu Financial Europe Ltd (Sanction administrative d'une entreprise de marché) **comm. 45 (janv.)**

Cass. ass. plén., **7 déc. 2015**, n° 14-18.435 : JurisData n° 2015-027117 (Gage sur stocks) **comm. 21 (janv.)**
comm. 22 (janv.)

Cass. 1^{re} civ., **9 déc. 2015**, n° 14-23.272, SA Banque Solfea c/ A. : JurisData n° 2015-027484 (Crédit à la consommation) **comm. 57 (mars)**

CE, 11 déc. 2015 , n° 389096, Sté Bernheim Dreyfus et Co. SAS et a. : JurisData n° 2015-028370 (<i>Garanties procédurales</i>).....	comm. 95 (mars)
Cass. com., 15 déc. 2015 , n° 14-10.675, M. X. et a. c/ M. Y. et Sté Crédit du Nord (<i>Carte de paiement</i>).....	comm. 52 (mars)
Cass. com., 15 déc. 2015 , n° 14-12.348 : JurisData n° 2015-028175 (<i>Saisie-revendication</i>).....	comm. 81 (mars)
Cass. com., 15 déc. 2015 , n° 13-25.566 : JurisData n° 2015-028294 (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 87 (mars)
AMF, Commission des sanctions, 22 déc. 2015 , MM. Katz, Mook, Eichelberger et Voigtman (<i>Abus de marché</i>).....	comm. 94 (mars)

2016

Janvier

TGI Strasbourg, ord. réf., 5 janv. 2016 , n° 15/00764, X. c/ Caisse de crédit mutuel Saint Louis Regio : JurisData n° 2016-004437 (<i>Prêt</i>).....	comm. 54 (mars)
Cass. 2 ^e civ., 7 janv. 2016 , n° 14-26.449 : JurisData n° 2016-000027 (<i>Intérêts légaux</i>).....	comm. 78 (mars)
Cass. 2 ^e civ., 7 janv. 2016 , n° 14-26.887 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 80 (mars)
Cass. 2 ^e civ., 7 janv. 2016 , n° 14-26.908 : JurisData n° 2016-000026 (<i>Surendettement</i>).....	comm. 82 (mars)
Cass. 2 ^e civ., 7 janv. 2016 , n° 15-10.633 : JurisData n° 2016-000018 (<i>Surendettement</i>).....	comm. 84 (mars)
TGI Paris, 7 janv. 2016 , n° 12/15120, Cne Laval c/ DEPFA Bank Public Limited : JurisData n° 2016-002289 (<i>SWAP</i>).....	comm. 60 (mars)
AMF, Commission des sanctions, 11 janv. 2016 , Sté Novagali Pharma et a. (<i>Abus de marché</i>).....	comm. 94 (mars)
Cass. com., 12 janv. 2016 , n° 14-18.936 : JurisData n° 2016-000234 (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 85 (mars)
Cass. com., 12 janv. 2016 , n° 14-11.943 : JurisData n° 2016-000223 (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 86 (mars)
Cass. com., 12 janv. 2016 , n° 14-25.203, Sté Crédit coopératif c/ Sté Les Bagagistes : JurisData n° 2016-000265 (<i>Taux effectif global</i>).....	comm. 103 (mai)
CA Paris, pôle 5, ch. 7, 12 janv. 2016 , n° 2013/04921, APR Finance Edelweiss gestion, SA c/ M. O. Delrieu : JurisData n° 2016-000251 (<i>Gestion individuelle et gestion collective</i>).....	comm. 93 (mars)
Cass. crim., 13 janv. 2016 , n° 14-88.136, Sté HSBC France : JurisData n° 2016-000248 (<i>Pratique commerciale trompeuse</i>).....	comm. 50 (mars)
Cons. const., 14 janv. 2016 , n° 2015-513/514/526 QPC (<i>Cumul des sanctions</i>).....	comm. 96 (mars)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect. réunies, 20 janv. 2016 , n° 374950 : JurisData n° 2016-000584 (<i>Contrôle sur place</i>).....	comm. 195 (sept.)
Cass. 2 ^e civ., 21 janv. 2016 , n° 15-10.193 : JurisData n° 2016-000615 (<i>Mesures conservatoires</i>).....	comm. 79 (mars)
Cass. com., 26 janv. 2016 , n° 14-23.285 : JurisData n° 2016-001026 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 62 (mars)
Cass. com., 26 janv. 2016 , n° 13-28.378 : JurisData n° 2016-001029 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 63 (mars)
Cass. com., 26 janv. 2016 , n° 14-20.202 : JurisData n° 2016-001199 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 65 (mars)
Cass. com., 26 janv. 2016 , n° 14-23.462 : JurisData n° 2016-001181 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 70 (mars)
CA Lyon, ch. civ. 1, sect. B, 26 janv. 2016 , n° 2016-001830 (<i>Gestion collective</i>).....	comm. 92 (mars)

Février

Cass. com., 3 févr. 2016 , n° 14-25.695, Banque populaire Alsace Lorraine Champagne, anciennement dénommée Banque populaire Lorraine Champagne c/ Sté Le Bal'asko et a. : JurisData n° 2016-001527 (<i>Défaut de validité de la garantie d'assurance-groupe</i>).....	comm. 154 (juill.)
Cass. 3 ^e civ., 4 févr. 2016 , n° 14-29.837 : JurisData n° 2016-001591 (<i>Garantie financière</i>).....	comm. 73 (mars)
Cass. 3 ^e civ., 4 févr. 2016 , n° 14-29.836 : JurisData n° 2016-001588 (<i>Garantie financière</i>).....	comm. 73 (mars)

Cass. 2 ^e civ., 4 févr. 2016 , n° 15-13.850 : JurisData n° 2016-001526 (<i>Assurance</i>).....	comm. 74 (mars)
Cass. com., 9 févr. 2016 , n° 14-18.721 : JurisData n° 2016-002093 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 64 (mars)
Cass. com., 9 févr. 2016 , n° 14-23.219 : JurisData n° 2016-002010 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 67 (mars)
Cass. com., 9 févr. 2016 , n° 14-20.304 : JurisData n° 2016-002006 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 68 (mars)
Cass. com., 9 févr. 2016 , n° 14-22.119 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 69 (mars)
Cass. com., 9 févr. 2016 , n° 14-23.210 : JurisData n° 2016-001987 (<i>Assurance</i>).....	comm. 75 (mars)
Cass. com., 9 févr. 2016 , n° 14-23.219 : JurisData n° 2016-002010 (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 88 (mars)
Cass. com., 9 févr. 2016 , n° 14-23.006, M ^{me} Danielle Z. épse B. c/ CRCAM Sud Rhône Alpes : JurisData n° 2016-002016 (<i>Location de compartiment de coffre-fort</i>).....	comm. 102 (mai)
Cass. com., 9 févr. 2016 , n° 14-22.179 : JurisData n° 2016-002026 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 123 (mai)
Cass. com., 9 févr. 2016 , n° 14-10.846 : JurisData n° 2016-002101 (<i>Aval</i>).....	comm. 161 (juill.)
Cass. 1 ^{re} civ., 11 févr. 2016 , n° 14-29.539 : JurisData n° 2016-002043 (<i>Crédit immobilier et prescription biennale</i>).....	comm. 59 (mars)
Cass. 1 ^{re} civ., 11 févr. 2016 , n° 14-22.938 : JurisData n° 2016-002028 (<i>Crédit immobilier et prescription biennale</i>).....	comm. 59 (mars)
Cass. 1 ^{re} civ., 11 févr. 2016 , n° 14-27.143 : JurisData n° 2016-002048 (<i>Crédit immobilier et prescription biennale</i>).....	comm. 59 (mars)
Cass. 1 ^{re} civ., 11 févr. 2016 , n° 14-28.383 : JurisData n° 2016-002036 (<i>Crédit immobilier et prescription biennale</i>).....	comm. 59 (mars)
Cass. 1 ^{re} civ., 17 févr. 2016 , n° 11-25.558, Roux c/ Mengaud et a. : JurisData n° 2016-003043 (<i>Crédit à la consommation</i>).....	comm. 58 (mars)
Cass. 1 ^{re} civ., 17 févr. 2016 , n° 14-29.349 : JurisData n° 2016-003040 (<i>Assurance-vie</i>).....	comm. 76 (mars)
Cass. 1 ^{re} civ., 17 févr. 2016 , n° 12-26.061, Coupra c/ Moges et a. (<i>Crédit à la consommation</i>).....	comm. 111 (mai)
Cass. 1 ^{re} civ., 17 févr. 2016 , n° 14-29.261, SA Sté générale c/ SCI Sté de l'Alboni : JurisData n° 2016-002731 (<i>Crédit immobilier</i>).....	comm. 114 (mai)
Cass. 1 ^{re} civ., 17 févr. 2016 , n° 15-12.782, Sté Gaz liquéfiés industrie(Gli) c/ Sté Ge Facto France : JurisData n° 2016-003041 (<i>TEG</i>).....	comm. 150 (juill.)
Cass. 1 ^{re} civ., 25 févr. 2016 , n° 14-29.838, SA Crédit immobilier de France Ile-de-France c/ Banner : JurisData n° 2016-003186 (<i>Crédit immobilier</i>).....	comm. 113 (mai)
Cass. 1 ^{re} civ., 25 févr. 2016 , n° 14-29.926, SCI d'Oncrex Nal c/ Caisse d'épargne et de prévoyance Nord France Europe : JurisData n° 2016-003238 (<i>TEG</i>).....	comm. 149 (juill.)

Mars

Cass. com., 1^{er} mars 2016 , n° 14-16.402 : JurisData n° 2016-003711 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 118 (mai)
Cass. com., 1^{er} mars 2016 , n° 14-14.401 : JurisData n° 2016-003666 (<i>Gage sur stocks</i>).....	comm. 124 (mai)
Cass. com., 1^{er} mars 2016 , n° 14-20.553 : JurisData n° 2016-003571 (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 175 (juill.)
Cass. 2 ^e civ., 3 mars 2016 , n° 15-13.969 (<i>Assurance de groupe</i>).....	comm. 127 (mai)
CE, 9 mars 2016 , n° 392782 : JurisData n° 2016-004167 (<i>Sanction : recours</i>).....	comm. 193 (sept.)
Cass. 1 ^{re} civ., 9 mars 2016 , n° 15-18.899, 15-19.652, Sté Assurances du Crédit mutuel IARD c/ Gassiat : JurisData n° 2016-004253 (<i>Assurance emprunteur</i>).....	comm. 115 (mai)
Cass. 1 ^{re} civ., 9 mars 2016 , n° 15-18.899 : JurisData n° 2016-004253 (<i>Assurance de groupe</i>).....	comm. 126 (mai)
Cass. 1 ^{re} civ., 17 mars 2016 , n° 15-12.494 : JurisData n° 2016-004632 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 122 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 17 mars 2016 , n° 14-26.868 : JurisData n° 2016-004650 (<i>Surendettement</i>).....	comm. 132 (mai)

Table de jurisprudence

CE, 21 mars 2016 , n° 368082, 368083, et 368084, Sté Fairvesta International GMBH et a. : JurisData n° 2016-004898 (<i>Source</i>).....	comm. 108 (mai)
CE, 21 mars 2016 , n° 368082, Sté Fairvesta : JurisData n° 2016-004898 (<i>Infractions et Sanctions</i>).....	comm. 144 (mai)
Cass. com., 22 mars 2016 , n° 14-20.216 : JurisData n° 2016-005362 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 117 (mai)
Cass. com., 22 mars 2016 , n° 14-25.619 : JurisData n° 2016-005449 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 119 (mai)
Cass. com., 22 mars 2016 , n° 14-24.791 : JurisData n° 2016-005512 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 120 (mai)
Cass. com., 22 mars 2016 , n° 14-20.216 : JurisData n° 2016-005362 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 121 (mai)
Cass. com., 22 mars 2016 , n° 14-10.066 et n° 14-14.980, M. Jérôme X. agissant en qualité de mandataire ad hoc de la Sté clinique Armand Brillard c/ Sté Bred banque populaire et a. : JurisData n° 2016-005434 (<i>Soutien bancaire abusif</i>).....	comm. 153 (juill.)
Cass. com., 22 mars 2016 , n° 14-18.873 : JurisData n° 2016-005474 (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 176 (juill.)
AMF, Comm. sanct., 24 mars 2016 , Sté Ycap Asset management (<i>Gestion collective</i>).....	comm. 143 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 24 mars 2016 , n° 15-15.041 : JurisData n° 2016-006393 (<i>Assurance de groupe</i>).....	comm. 127 (mai)
Cass. 3 ^e civ., 31 mars 2016 , n° 14-25.604 : JurisData n° 2016-005772 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 128 (mai)
Avril	
Cass. com., 5 avr. 2016 , n° 14-24.640 : JurisData n° 2016-006837 (<i>Insaisissabilité</i>).....	comm. 125 (mai)
Cass. com., 5 avr. 2016 , n° 14-20.169 : JurisData n° 2016-006568 (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 177 (juill.)
Cass. com., 5 avr. 2016 , n° 14-24.640 : JurisData n° 2016-006837 (<i>Déclaration d'insaisissabilité</i>).....	comm. 251 (nov.)
Cass. 1 ^{re} civ., 6 avr. 2016 , n° 15-12.251, Jacinto et Jaffray c/ Sté BNP Paribas Personal Finance et a. : JurisData n° 2016-006842 (<i>Crédit à la consommation</i>).....	comm. 110 (mai)
Cass. 1 ^{re} civ., 6 avr. 2016 , n° 15-12.774, Époux X. c/ Caisse régionale de Crédit agricole mutuel Charente-Maritime-Deux-Sèvres (<i>TEG</i>).....	comm. 151 (juill.)
Cass. 2 ^e civ., 7 avr. 2016 , n° 15-14.856 : JurisData n° 2016-006433 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 129 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 7 avr. 2016 , n° 15-12.960 : JurisData n° 2016-006445 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 130 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 7 avr. 2016 , n° 15-17.398 : JurisData n° 2016-006438 (<i>Saisie-attribution</i>).....	comm. 133 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 7 avr. 2016 , n° 15-11.436 : JurisData n° 2016-006477 (<i>Saisie-attribution</i>).....	comm. 134 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 7 avr. 2016 , n° 15-14.825 : JurisData n° 2016-006939 (<i>Astreinte</i>).....	comm. 169 (juill.)
T. corr. Paris, 31 ^e ch., 11 avr. 2016 (<i>Gestion collective</i>).....	comm. 142 (mai)
Cass. crim., 12 avr. 2016 , n° 14-87.124 : JurisData n° 2016-006990 (<i>Dénonciation calomnieuse d'un abus de marché</i>).....	comm. 181 (juill.)
Cass. 1 ^{re} civ., 14 avr. 2016 , n° 15-15.841, Sté Crédit immobilier de France développement c/ SCI Emisam : JurisData n° 2016-007164 (<i>Crédit immobilier</i>).....	comm. 112 (mai)
Cass. 1 ^{re} civ., 14 avr. 2016 , n° 15-18.257 (<i>Hypothèque</i>).....	comm. 166 (juill.)
Cass. 1 ^{re} civ., 14 avr. 2016 , n° 15-18.157, F-P+B : JurisData n° 2016-006976 (<i>Droit international des sûretés</i>).....	comm. 214 (sept.)
CA Paris, pôle 5, ch. 6, 14 avr. 2016 , n° 14/14313, S.A.S.U. GESTEPAR, CACEIS Bank et S.A. MAAF ASSURANCES (<i>FCPE</i>).....	comm. 257 (nov.)
AMF, 27 avr. 2016 , Sté SOFRA et M. François Marchal (<i>Information privilégiée</i>).....	comm. 183 (juill.)
ACPR Commission des sanctions, 29 avr. 2016 , n° 2015-06, Sté ISBANK PARIS (<i>ACPR</i>).....	comm. 192 (sept.)
Mai	
Cass. com., 3 mai 2016 , n° 14-23.950, M ^{me} X. c/ M. Y. : JurisData n° 2016-008364 (<i>Chèque</i>).....	comm. 147 (juill.)
Cass. com., 3 mai 2016 , n° 14-28.962 : JurisData n° 2016-008370 (<i>Garantie autonome</i>).....	comm. 164 (juill.)
Cass. com., 3 mai 2016 , n° 14-21.556 : JurisData n° 2016-008400 (<i>Mesures conservatoires</i>).....	comm. 170 (juill.)
Cass. com., 3 mai 2016 , n° 15-10.044 : JurisData n° 2016-010075 (<i>Information privilégiée</i>).....	comm. 182 (juill.)
Cass. 1 ^{re} civ., 12 mai 2016 , n° 15-15.425, Époux B. c/ Sté BNP Paribas Personnel Finance (<i>TEG</i>).....	comm. 152 (juill.)
Cass. com., 18 mai 2016 , n° 14-24.910 : JurisData n° 2016-009444 (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 178 (juill.)
Cass. com., 31 mai 2016 , n° 13-25.509 : JurisData n° 2016-010722 (<i>Garantie autonome</i>).....	comm. 162 (juill.) comm. 163 (juill.)
Cass. com., 31 mai 2016 , n° 14-28.056, F-P+B : JurisData n° 2016-010692 (<i>Saisie-attribution</i>).....	comm. 210 (sept.)
Juin	
Cass. 1 ^{re} civ., 1^{er} juin 2016 , n° 15-15.051, M. c/ Sté Banque Courtois : JurisData n° 2016-010790 (<i>Crédit immobilier</i>).....	comm. 159 (juill.)
Cass. 1 ^{re} civ., 1^{er} juin 2016 , n° 15-14.914 : JurisData n° 2016-010745 (<i>Hypothèque</i>).....	comm. 165 (juill.)
Cass. crim., 1^{er} juin 2016 , n° 15-81.075, FS-P+B, Administration des douanes : JurisData n° 2016-010565 (<i>Transfert de chèques à l'étranger</i>).....	comm. 188 (sept.)
Cass. 2 ^e civ., 2 juin 2016 , n° 14-29.456 : JurisData n° 2016-010625 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 171 (juill.)
Cass. 2 ^e civ., 2 juin 2016 , n° 15-12.828 : JurisData n° 2016-010617 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 172 (juill.)
Cass. 1 ^{re} civ., 8 juin 2016 , n° 15-19.614 : JurisData n° 2016-011061 (<i>Titre exécutoire</i>).....	comm. 174 (juill.)
Cass. 2 ^e civ., 9 juin 2016 , n° 15-20.218 (<i>Assurance-vie</i>).....	comm. 168 (juill.)
Cass. com., 14 juin 2016 , n° 14-19.742, FS-P+B, Sté CIC Nord-Ouest c/ Sté Les Vins Erde et a. : JurisData n° 2016-011851 (<i>Chèque sans provision</i>).....	comm. 187 (sept.)
Cass. com., 14 juin 2016 , n° 15-11.106, F-D : JurisData n° 2016-020271 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 200 (sept.)
Cass. com., 14 juin 2016 , n° 14-18.671, F-P+B : JurisData n° 2016-011605 (<i>Mesures conservatoires</i>).....	comm. 207 (sept.)
Cass. com., 14 juin 2016 , n° 14-16.471, Sté Le Crédit Lyonnais c/ Sté Covea caution et a. : JurisData n° 2016-011778 (<i>Chèque</i>).....	comm. 222 (nov.)
Cass. 1 ^{re} civ., 15 juin 2016 , n° 15-12.803 (<i>Crédit immobilier</i>).....	comm. 160 (juill.)
Cass. 1 ^{re} civ., 15 juin 2016 , n° 15-14.619, F-D, Sté Cofidis : JurisData n° 2016-011841 (<i>Crédit immobilier</i>).....	comm. 198 (sept.)
Cass. 1 ^{re} civ., 15 juin 2016 , n° 15-16.498, Crédit mutuel du Seltzbach : JurisData n° 2016-011842 (<i>Taux d'intérêt</i>).....	comm. 224 (nov.)
CE, sect. contentieux, 9 ^e et 10 ^e ch. réunies, 20 juin 2016 , n° 384297 : JurisData n° 2016-012111 (<i>Recommandation de l'ACPR n° 2014-R-01, 3 juill. 2014</i>).....	comm. 186 (sept.)
CE, 20 juin 2016 , n° 384297, FFSA : JurisData n° 2016-012111 (<i>Sources</i>).....	comm. 194 (sept.)
AMF, déc. Commission des sanctions, 21 juin 2016 , à l'égard de la société Banque Postale (<i>OPCVM</i>).....	comm. 180 (juill.)
Cass. 1 ^{re} civ., 22 juin 2016 , n° 15-19.993, F-D : JurisData n° 2016-012380 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 199 (sept.)
Cass. 2 ^e civ., 23 juin 2016 , n° 15-12.113 : JurisData n° 2016-012224 (<i>Assurance de groupe</i>).....	comm. 167 (juill.)
Cass. 2 ^e civ., 23 juin 2016 , n° 15-16.637 : JurisData n° 2016-012272 (<i>Surendettement</i>).....	comm. 173 (juill.)
Cass. 2 ^e civ., 23 juin 2016 , n° 15-21.408, F-P+B : JurisData n° 2016-012232 (<i>Expulsion</i>).....	comm. 205 (sept.)
Cass. 2 ^e civ., 23 juin 2016 : JurisData n° 2016-012124 (<i>Mesures conservatoires</i>).....	comm. 206 (sept.)
Cass. 2 ^e civ., 23 juin 2016 , n° 15-12.113, F-P+B : JurisData n° 2016-012224 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 208 (sept.)
Cass. 2 ^e civ., 23 juin 2016 , n° 15-14.633, F-P+B : JurisData n° 2016-012230 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 209 (sept.)
Cass. com., 28 juin 2016 , n° 14-21.668, FS-P+B : JurisData n° 2016-012695 (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 211 (sept.)

Cass. com., 28 juin 2016 , n° 14-21.810 : JurisData n° 2016-012665 (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 254 (nov.)
Cass. 1 ^{re} civ., 29 juin 2016 , n° 15-16.945, F-D, Sté Crédit immobilier de France développement : JurisData n° 2016-012898 (<i>Crédit immobilier</i>).....	comm. 197 (sept.)
Cass. 1 ^{re} civ., 29 juin 2016 , n° 15-17.502, F-D : JurisData n° 2016-013213 (<i>Assurance de groupe</i>).....	comm. 201 (sept.)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect. réunies, 30 juin 2016 , n° 383822 : JurisData n° 2016-013262 (<i>Sources</i>).....	comm. 235 (nov.)
Cass. 2 ^e civ., 30 juin 2016 , n° 15-22.905, F-D : JurisData n° 2016-013227 (<i>Assurance de groupe</i>).....	comm. 201 (sept.)
Cass. 2 ^e civ., 30 juin 2016 , n° 14-20.262, F-D : JurisData n° 2016-013257 (<i>Assurance de groupe</i>).....	comm. 202 (sept.)
CA Paris, pôle 4, ch. 9, 30 juin 2016 , n° 14/03301 : JurisData n° 2015-018909 (<i>Gestion collective</i>).....	comm. 258 (nov.)

Juillet

Cass., 4 juill. 2016 , n° 16006 : JurisData n° 2016-013755 (<i>Titre exécutoire</i>).....	comm. 248 (nov.)
AMF Commission des sanctions, 1 ^{re} sect., 5 juill. 2016 , n° SAN-2016-10 (<i>Abus de marché - Manipulation de cours</i>).....	comm. 218 (sept.)
AMF Commission des sanctions, 1 ^{re} sect., 8 juill. 2016 , n° SAN-2016-11, Sté Getco Europe LTD (<i>Abus de marché - Manipulation de cours</i>).....	comm. 218 (sept.)
Cass. com., 12 juill. 2016 , n° 14-27.983, F-P+B : JurisData n° 2016-013679 (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 212 (sept.)
Cass. com., 12 juill. 2016 , n° 15-17.321 : JurisData n° 2016-013738 (<i>Déclaration d'insaisissabilité</i>).....	comm. 251 (nov.)
CE, sect., 13 juill. 2016 , n° 388150, Sté GDF Suez : JurisData n° 2016-013783 (<i>Sources</i>).....	comm. 234 (nov.)
Cass. 1 ^{re} civ., 13 juill. 2016 , n° 14-27.148, FS-P+B : JurisData n° 2016-013618 (<i>Assurance-vie</i>).....	comm. 203 (sept.)
Cass. 3 ^e civ., 13 juill. 2016 , n° 15-18.924, Sté X. et Y. c/ Sté Naticréditbail et a. : JurisData n° 2016-013666 (<i>Avenant au contrat de crédit bail</i>).....	comm. 225 (nov.)
AMF Commission des sanctions, 18 juill. 2016 , Sté Sunny Asset Management (<i>Règle des quatre yeux</i>).....	comm. 216 (sept.)
CJUE, 19 juill. 2016 , n° C-526/14, Kotnik (<i>Autorités de surveillance</i>).....	comm. 233 (nov.)

Août

CA Toulouse, 2 ^e ch., 10 août 2016 , n° 13/04641 : JurisData n° 2016-020269 (<i>Gestion collective</i>).....	comm. 215 (sept.)
CA Dijon, 2 ^e ch., 11 août 2016 , n° 14/00484, A et B. ès qual. liq. SAS B.Invest et a. c/ Banque populaire Bourgogne Franche Comté (<i>Crédit aux entreprises</i>).....	comm. 226 (nov.)

Septembre

Cass. 2 ^e civ., 1^{er} sept. 2016 , n° 15-16.913 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 250 (nov.)
Cass. 2 ^e civ., 1^{er} sept. 2016 , n° 15-21.157 (<i>Saisie-attribution</i>).....	comm. 252 (nov.)
Cass. 2 ^e civ., 1^{er} sept. 2016 , n° 15-19.524 : JurisData n° 2016-016026 (<i>Astreinte</i>).....	comm. 253 (nov.)
Cass. 2 ^e civ., 8 sept. 2016 , n° 15-23.328 (<i>Assurance-vie</i>).....	comm. 246 (nov.)
Cass. 2 ^e civ., 8 sept. 2016 , n° 15-20.576 (<i>Assurance-vie</i>).....	comm. 247 (nov.)
Cass. com., 13 sept. 2016 , n° 15-12.936, Caisse régionale de Crédit Agricole mutuel du Languedoc et a. : JurisData n° 2016-018532 (<i>Compte courant</i>).....	comm. 223 (nov.)

CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect. réunies, 21 sept. 2016 , n° 389792 : JurisData n° 2016-019769 (<i>Norme prudentielle</i>).....	comm. 231 (nov.)
CA Versailles, 21 sept. 2016 , n° 15/07046, Cne Saint-Cast-le-Guildo c/ SA Dexia Credit Local : JurisData n° 2016-019074 (<i>Conclusion</i>).....	comm. 240 (nov.)
CA Versailles, 21 sept. 2016 , n° 15/06770, Cne Saint-Dié-des-Vosges c/ Sa Caisse Française De Financement Local anciennement dénommée Dexia Municipal Agency (<i>Conclusion</i>).....	comm. 240 (nov.)
CA Versailles, 21 sept. 2016 , n° 15/04767, Cne Carrières-Sur-Seine c/ Sa Dexia Credit Local (<i>Conclusion</i>).....	comm. 240 (nov.)
CA Versailles, 21 sept. 2016 , n° 14/06388, SA Caisse française de financement local Anciennement Dénommée Dexia Municipal Agency c/ Cne Saint-Leu-la-Forêt : JurisData n° 2016-019072 (<i>Conclusion</i>).....	comm. 240 (nov.)
Cass. 1 ^{re} civ., 22 sept. 2016 , n° 15-18.154, Sté Villa Fleurie c/ Agent comptable responsable du pôle de recouvrement spécialisé d'Alpes Maritimes (<i>Notion</i>).....	comm. 236 (nov.)
Cass. 1 ^{re} civ., 22 sept. 2016 , n° 15-18.858 : JurisData n° 2016-018924 (<i>Notion</i>).....	comm. 236 (nov.)
Cass. 1 ^{re} civ., 22 sept. 2016 , n° 15-21.524, SA Caisse d'épargne et de prévoyance Normandie c/ Lavalley : JurisData n° 2016-019183 (<i>TEG</i>).....	comm. 238 (nov.)
Cass. 1 ^{re} civ., 22 sept. 2016 , n° 15-16.957, Desclèves c/ SA Crédit industriel et commercial : JurisData n° 2016-019199 (<i>TEG</i>).....	comm. 238 (nov.)
Cass. 1 ^{re} civ., 22 sept. 2016 , n° 15-19.543 : JurisData n° 2016-018933 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 244 (nov.)
Cass. com., 27 sept. 2016 , n° 15-10.421 : JurisData n° 2016-019560 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 242 (nov.)
Cass. com., 27 sept. 2016 , n° 14-22.013 : JurisData n° 2016-019561 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 243 (nov.)
Cass. com., 27 sept. 2016 , n° 15-10.42 : JurisData n° 2016-019560 (<i>Gage sur biens corporels</i>).....	comm. 245 (nov.)
Cass. com., 27 sept. 2016 , n° 15-10.428 : JurisData n° 2016-019553 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 249 (nov.)
Cass. com., 27 sept. 2016 , n° 14-21.231 (<i>Recouvrement des créances</i>).....	comm. 255 (nov.)
Cass. com., 27 sept. 2016 , n° 15-10.421 : JurisData n° 2016-019560 (<i>Recouvrement des créances</i>).....	comm. 256 (nov.)
Cass. 1 ^{re} civ., 28 sept. 2016 , n° 15-18.148, SARL Deegon c/ Seren : JurisData n° 2016-019852 (<i>Énergies renouvelables</i>).....	comm. 239 (nov.)
Cass. crim., 28 sept. 2016 , n° 14-88.533 (<i>Manipulation de cours</i>).....	comm. 260 (nov.)

Octobre

CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect. réunies, 5 oct. 2016 , n° 389377 : JurisData n° 2016-022190 (<i>Norme prudentielle</i>).....	comm. 232 (nov.)
AMF, Commission des sanctions, 12 oct. 2016 , Sté Atypik Patrimoine (<i>Conseil en investissement</i>).....	comm. 261 (nov.)
Cass. 1 ^{re} civ., 12 oct. 2016 , n° 15-18.659 : JurisData n° 2016-021178 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 241 (nov.)
Cass. 2 ^e civ., 20 oct. 2016 , n° 15-25.811 (<i>Assurance-vie</i>).....	comm. 246 (nov.)

Novembre

CJUE, 8 nov. 2016 , n° C-41/15, Gérard Dowling et a. (<i>Autorités de surveillance</i>).....	comm. 233 (nov.)
CEDH, 15 nov. 2016 , n° 24130/11, Norvège (<i>Cumul de sanctions</i>).....	comm. 259 (nov.)

LISTE DES ABRÉVIATIONS

Activités de la Cour de justice des Communautés européennes	Activités CJCE 12 mai 1997, p. 10	européenne	JOUE
Bulletin des Communautés européennes (jusqu'en 1993)	Bull. CE 1/1997, point 1.6.7.	- Série C :	JOUE n° C 200, 7 août 2004, p. 2
Bulletin de l'Union européenne (à partir de 1994)	Bull. UE 1-1997, point 1.6.7.	- Série L :	JOUE n° L 325, 28 oct. 2004, p. 4
Cahiers de droit européen	Cah. dr. eur. 1997, p. 100	Journal officiel du Conseil économique et social	JOCES 10 déc. 2001
Commission des Communautés européennes	Comm. CE	Journal officiel de l'Office européen des brevets	JOOEB 22 juill. 2000, p. 100
- décisions :	Comm. CE, déc. n° 97/1000, 12 déc. 1997 [, titre], [comm. adm., (ou fin., ou soc., etc.) n° 137]	JurisClasseur - Encyclopédies	JCI. (Civil, Pénal, etc.), fasc. 1000 (ou : V° Adoption, fasc. 10, ou : Art. 1382 à 1386, fasc. 50)
- règlements :	Comm. CE, règl. (CE) n° 1000/97, 12 déc. 1997, [titre]	Parlement européen	PE
- documents communautaires :	Doc. COM (1998), 15 final [, 12 déc. 1997, titre]	- règlements :	PE, règl. (CE) n° 1000/97 [, titre]
Commission européenne des droits de l'Homme	Comm. EDH, 12 déc. 1997, n° 8378/76	- documents parlementaires :	Doc. PE n° 2-216/97 [12 déc. 1997, titre]
Conseil de l'Union européenne	Cons. UE	Recueil de la Cour européenne des droits de l'homme	Rec. CEDH 1989, p. 11
- directives :	Cons. UE, dir. 2008/25/CE, 11 mars 2008, [titre]	Recueil de la Cour de justice des Communautés européennes	Rec. CJCE
- décision :	Cons. UE, déc. n° 97/1000/CE, 12 déc. 1997 [, titre]	- arrêts de la CJCE :	Rec. CJCE 2002, I, p. 100
- règlement :	Cons. UE, règl. (CE) n° 1000/97, 12 déc. 1997, [titre]	- arrêts du TPICE :	Rec. TPICE 2002, II, p. 100
Cour européenne des droits de l'Homme	CEDH, 12 déc. 1997 [n° décision, nom des parties]	Revue de droit bancaire et financier	RD bancaire et fin. 2015
Cour de justice des Communautés européennes	CJCE,	- repères :	RD bancaire et fin. 2015, repère 1
Cour de justice de l'Union européenne (à compter du 1 ^{er} déc. 2009)	CJUE, [1 ^{re} ch.,] 6 mai 2010, aff. C-100/97, nom des parties	- alertes :	RD bancaire et fin. 2015, alerte 1
Décision communautaire de la Commission européenne	Comm. CE, déc. n° 97/1000, 12 déc. 1997 [, titre], [comm. adm., (ou fin., ou soc., etc.) n° 137]	- études :	RD bancaire et fin. 2015, étude 1
Décision communautaire du Conseil de l'Union européenne	Cons. UE, déc. n° 97/1000/CE, 12 déc. 1997 [, titre]	- commentaires :	RD bancaire et fin. 2015, comm. 1
Gazette européenne	Gaz. eur.	- dossier :	RD bancaire et fin. 2015, dossier 1
Journal officiel des Communautés européennes (avant le 1 ^{er} févr. 2003)	JOCE	- meilleure pratique :	RD bancaire et fin. 2015, prat. 1
Journal officiel de l'Union européenne	JOUE	Revue des affaires européennes (en anglais : Law and European Affairs)	RAE 1997, p. 100
		Revue du droit de l'Union européenne	RDUE 1/2000, p. 10
		Revue du Marché unique européen (devenu en 2000 revue du droit de l'Union européenne)	RMUE 1/1997, p. 10
		Revue trimestrielle de droit européen	RTDE 1997, p. 100
		Tribunal de la fonction publique de l'Union européenne	TFPUE [1 ^{re} ch.,] 27 nov. 2008, aff. F-35/07, (depuis 2007) [nom des parties]
		Tribunal de première instance des Communautés européennes	TPICE
		Tribunal de première instance de l'Union européenne (à compter du 1 ^{er} déc. 2009)	Trib. UE [1 ^{re} ch.,] 7 juill. 2010, aff. T-111/07, [nom des parties]

© LexisNexis SA 2017

Cette œuvre est protégée par les dispositions du Code de la propriété intellectuelle, notamment par celles de ses dispositions relatives à la propriété littéraire et artistique et aux droits d'auteur. Ces droits sont la propriété exclusive de LexisNexis SA. Toute reproduction intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par LexisNexis SA ou ses ayants droit, est strictement interdite. LexisNexis SA se réserve notamment tous droits au titre de la reproduction par reprographie destinée à réaliser des copies de la présente œuvre sous quelque forme que ce soit aux fins de vente, de location, de publicité, de promotion ou de toute autre utilisation commerciale conformément aux dispositions de l'article L. 122-10 du Code de la propriété intellectuelle relatives à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie.

Avertissement de l'éditeur : « Toute utilisation ou traitement automatisé, par des tiers, de données personnelles pouvant figurer dans cette revue sont formellement interdits ».